

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120' Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Communisme et les paysans en France (*Renaud Jean*). — Après le Congrès National. — Le IV^e Congrès mondial Compte rendu *in-extenso*

deuxième et troisième séances). — La lutte des classes au Japon (*Voytinski*). — Le Communisme et la Question coloniale.

Le Communisme et les Paysans en France

DE la Bretagne, du Centre, de la région parisienne, de la Savoie, du bassin aquitain, de partout, les militants locaux signalent un important changement dans l'attitude des paysans français vis-à-vis de la révolution. Le mot les effraie de moins en moins. Et pour des raisons variables, ils tendent à accepter la chose.

Or, ce changement d'état d'esprit se produit à un moment où la situation matérielle des diverses catégories rurales reste supérieure à celle d'avant la guerre.

Certes, depuis 1919 et le triomphe du Bloc national, les cours d'un certain nombre de produits agricoles ont fléchi. Tous les ans les impôts augmentent. De nombreux paysans qui, tablant sur les prix élevés et, par conséquent, sur les économies possibles, avaient acheté des terres sans les payer entièrement, sentent peser sur leurs épaules le lourd fardeau de l'hypothèque. Mais il n'en reste pas moins qu'à considérer l'ensemble, l'énorme majorité des paysans français connaît une vie plus aisée qu'autrefois. Le petit propriétaire s'est libéré de ses dettes, il a amélioré son outillage, complété son mobilier, il s'habille

et se nourrit mieux. Des milliers de métayers et de petits fermiers sont devenus propriétaires. Par suite de la raréfaction de la main-d'œuvre, les salaires des ouvriers ont triplé ou quadruplé.

Comment expliquer ces faits qui semblent tenir du paradoxe : le paysan de 1910, souvent gêné, parfois miséreux, redoutait le socialisme ; le paysan de 1922 qui, sans être *enrichi* — comme on le dit couramment — jouit de meilleures conditions d'existence, considère sans terreur, souvent même avec sympathie, l'hypothèse d'une révolution.

D'abord une importante fraction des travailleurs des champs ne possède pas de terre. Contrairement à la légende accréditée par la bourgeoisie française, de nombreux domaines féodaux traversèrent sans se morceler la tourmente de 1793. Certains appartiennent encore aux anciennes familles nobles. Il est impossible de dire l'étendue respective des terres devenues, pendant la révolution ou depuis, la propriété des paysans et celle des terres mises en valeur par le prolétariat agricole. Les statistiques d'avant-guerre indiquaient que la France comptait environ 5.700.000 exploitations rurales, parmi lesquelles 4 mil-

lions 850.000 petites exploitations de 0 à 10 hectares et 850.000 exploitations dépassant 10 hectares. Mais elles ne fournissaient aucune précision sur le rapport qui existe entre l'étendue des terres travaillées par leur propriétaire et des terres source de profit capitaliste. Même incertitude quant au nombre des paysans sans terre. Les statistiques de la même époque signalaient les variations suivantes en ce qui les concernait : 4.474.931 en 1896 ; 4.329.931 en 1901 ; 4.324.261 en 1906. Combien sont-ils aujourd'hui après les brèches énormes creusées par la guerre dans leurs effectifs ? Un million ? Moins encore peut-être ? Mais comme, en 1920, la population rurale française (hommes) ne dépassait pas le chiffre de 3.700.000, il nous est cependant possible de conclure qu'environ le quart des travailleurs de la terre est représenté par des salariés. Et si l'on tient compte des centaines de milliers de métayers et petits fermiers qui cultivent les terres de la bourgeoisie campagnarde, on constate que les effectifs du prolétariat agraire forment au bas mot le tiers de la population rurale. Pour un tiers des paysans français, la question de propriété se pose donc de la même façon que pour les salariés du commerce et de l'industrie.

On dira peut-être : avant la guerre, cette proportion était tout au moins aussi forte, et cependant les paysans sans terre témoignaient une hostilité têtue à l'égard du socialisme. C'est vrai.

Mais la guerre a forgé à beaucoup de paysans une mentalité nouvelle : L'esprit de révolte des Jacques, briseurs de châteaux, pendeurs de barons, endormi par plus d'un siècle de gouvernement constitutionnel ou parlementaire, par le mensonge du suffrage universel, s'est réveillé durant le martyre de la tranchée. Le paysan a compris — avec plus ou moins de clarté — la vanité des luttes politiques où l'on se jouait de lui. Il sait, il saura mieux demain — si le Parti Communiste s'affirme à la hauteur de la tâche entreprise — que son ennemi, ce n'est pas le radical ou l'opportuniste, le républicain ou le réactionnaire, mais le châtelain, le riche, et que la véritable bataille à engager, c'est celle qui conduit à la conquête de la terre. Dans la tranchée, le paysan a retrouvé la conscience de classe.

Restent les petits propriétaires. On pourrait croire que, maîtres de leur instrument de travail, ils doivent se désintéresser d'une ré-

volution dont ils ont pu, en ce qui les concerne, réaliser les buts essentiels et que même, par crainte de cette révolution, ils sont fatalement condamnés à devenir les auxiliaires des partis de conservation sociale. Or, il est permis d'espérer gagner au communisme un grand nombre d'entre eux.

Ils possèdent leurs champs, mais ils doivent sur le marché, subir la loi du gros capital. Ils sont particulièrement inquiets de la situation financière du pays. Ils ont placé en rentes sur l'Etat les quelques économies qui leur assurent l'existence en cas de mauvaises récoltes, de maladie ou lorsque la vieillesse les contraindra à quitter la charrue. Ils considèrent avec effroi l'accroissement des charges budgétaires. Et par dessus tout ils détestent le militarisme et la guerre qui font peser sur eux la plus redoutable menace d'expropriation. Il y a actuellement en France, comme dans tous les pays qui participèrent à la guerre impérialiste des millions d'hommes à qui le régime confisqua sept ou huit années de leur vie ; des milliers et des milliers d'anciens combattants qu'il expropria de leur force, de leur santé, de leurs membres ; un million et demi de familles qu'il a privées de leur soutien. Et il est facile de transformer cette haine de la guerre en un formidable levier révolutionnaire, à condition toutefois de se dégager de tout pacifisme à la Wilson et d'éviter certaines déviations démagogiques.

En résumé, bien que pour des motifs partiellement différents, prolétaires de la terre et petits propriétaires sont également susceptibles d'une profonde pénétration communiste. La Révolution ne rencontrera à la campagne comme adversaires irréductibles que les grands propriétaires oisifs et les grands fermiers qui se livrent, grâce aux bras de nombreux salariés, à la culture industrialisée.

Renaud JEAN.

RENE MARCHAND

LA CONDAMNATION D'UN RÉGIME

(De la « vanité malade de M. Poincaré »
à la « Tuerie mondiale »)

Un volume : 4 francs. — Franco : 4 fr. 50

En vente à la Librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris. Chèque postal 25.517.

Après le Congrès National

LES ORDRES DU JOUR DES SECTIONS

SECTION DE VENDÔME

« La section de Vendôme du Parti Communiste (S.F.I.C.), indissolublement liée à la 3^e Internationale Communiste, émet le vœu que le nouveau C. D. et le Parti tout entier s'inclinent devant les décisions du 4^e Congrès mondial, et mettent en application ses décisions, *quelles qu'elles soient* ;
« Salue la première tentative faite officiellement par le C. D. en faveur du front unique et pour l'amnistie. Les représentants d'organisations qui refuseront de faire l'unité de front pour une cause aussi noble que celle de l'amnistie devront être dénoncés sans relâche par les journaux du Parti. »

SECTION DE LIMOGES

1^o La section de Limoges demande que le C. D. du Parti convoque d'urgence une Conférence des organisations prolétariennes pour l'application de la tactique du front unique ;

2^o Elle demande que la *page du Parti* soit rétablie dans l'*Humanité* et soit ouverte à toutes les tendances ;

3^o Elle renouvelle, à l'occasion du 5^e anniversaire de la République des Soviets et de l'ouverture du Congrès Communiste mondial, l'expression de son attachement indéfectible à la Révolution russe et à la 3^e Internationale. Elle affirme sa volonté inébranlable de se conformer aux décisions du 4^e Congrès mondial, convaincue que le Communisme ne pourra triompher qu'à la con-

dition que tous les membres des différents Partis nationaux se conforment à la discipline de l'Internationale.

SECTION DE CARVIN

La section de Carvin du Parti Communiste, réunie en séance extraordinaire, le dimanche 19 novembre 1922, après discussion sur la situation créée au sein du Parti par le Congrès de Paris,

Répudie toutes questions de tendances susceptibles de nuire à la vitalité de l'Internationale Communiste elle-même ;

Affirme solennellement son attachement indéfectible à cette Internationale, au respect de ses 21 conditions, ainsi qu'à l'application intégrale des décisions, *quelles qu'elles soient*, du 4^e Congrès mondial, et se sépare au cri de : « Vive le Communisme discipliné ! »

SECTIONS DE BETHUNE, VENDIN-LES-BETHUNE, ANNEZIN, ALLOUAGNE, LAPUGNOY, CHOQUES, RIMBERT ET BURBURE

La section décide de collaborer dans l'action quotidienne avec la direction élue par le Congrès.

Et réproouve les actes d'indiscipline commis, dans une situation difficile, par les camarades démisionnaires de leur poste, tant au Parti qu'à l'*Humanité*.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Dans les commentaires dont le camarade Soutif accompagne l'article signé de moi, qu'il a fait paraître dans le n^o 47 du *Bulletin Communiste*, il dit : « Le camarade Soudeille s'efforce de démontrer... » Je tiens à dire que si je me suis efforcé de démontrer quelque chose, c'est en toute bonne foi et avec le seul désir de faire un peu de clarté.

1^o Soutif conteste le sens que je donnais à la lettre de l'Exécutif que j'ai citée. Je dois donc reconnaître que je ne sais pas lire ;

2^o La résolution syndicale Frossard étant la même, *dans le fond*, que celle de la Gauche, point n'était besoin de la repousser. Si le Centre l'a fait, c'est donc pour retirer à la Gauche l'autorité qu'elle aurait pu en recevoir pour l'application de cette motion, et c'est pour qu'il ait, lui, le soin de l'appliquer à sa façon. Et c'est là que nous nous écartons de lui, *sur l'application* ;

3^o La Gauche, en minorité, ne pouvait pas ne pas voter « sa » motion à peine modifiée. Elle aurait eu l'air de boudier... Mais est-il besoin de dire qu'elle n'abandonne pas son point de vue ? Que si le Centre entend abandonner, en fait, le terrain syndical (où sont les commissions syndicales qui devaient être créées ? qu'ont-elles fait ?), la Gauche, en accord avec l'Internationale, entreprendra

dans ses sections le travail utile. Lorsque le Centre voudra bien donner vie à la motion Frossard, nous serons avec lui, comme nous serons avec lui chaque fois qu'il fera le moindre pas dans la voie de l'application des thèses et des décisions de l'I. C.

J. SOUDEILLE.

RECTIFICATION

Le camarade Delache, membre de la 16^e section de la Fédération de la Seine, nous fait savoir que c'est par erreur que sa signature figure au bas de la déclaration Bondicol-Renoult, publiée dans l'un de nos derniers numéros.

IL FAUT LIRE :

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Le 4^e Congrès Mondial

A partir de ce numéro nous publierons les comptes rendus in extenso du IV^e Congrès, qui nous parviennent de Moscou. La première séance avait eu on le sait, un caractère préliminaire.

Deuxième Séance (9 Novembre)

Election des Commissions et Rapport de l'Exécutif

La séance est ouverte à 7 heures du soir par le camarade Kolarov.

KOLAROV. — La première chose à faire à cette séance, c'est de confirmer l'ordre du jour élaboré par le Comité Exécutif. Il a été publié dans toute la presse communiste. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'en donner lecture. On suppose qu'il est connu de tous les délégués.

Quelqu'un propose-t-il des changements à cet ordre du jour ? Je le mets aux voix. *Adopté.*

En second lieu, il s'agit de voter le règlement intérieur de notre Congrès, élaboré par la Session Elargie du Comité Exécutif. Il n'y a pas d'opposition ? *Adopté.*

En troisième lieu il s'agit de former quelques commissions où vont être examinées des questions spéciales. Je donne la parole au camarade Humbert Droz pour faire des propositions.

HUMBERT DROZ. — Le Presidium a proposé aux différentes délégations une série de commissions. Les délégations se sont consultées et ont approuvé quelques modifications aux propositions du Presidium. Les vœux des délégations ont tous été acceptés. Les différentes commissions ont été nommées par le Congrès. Elles sont les suivantes : (Voir *Bulletin Communiste* du 30 novembre.)

KOLAROV. — Les membres de ces commissions ont été désignés par les différentes délégations nationales. S'il y a quelques changements à apporter les délégations sont priées de le faire.

CARR. — Le camarade Bunting, de l'Afrique du Sud, demande à être inclus dans la commission coloniale. Je pense que la chose a été décidée hier et je propose d'ajouter son nom.

KOLAROV. — Il n'y a pas de changements proposés ?... Je mets donc aux voix la composition des commissions telle qu'elle a été lue par le secrétaire. *Adopté.*

S'il y a nécessité, d'autres commissions seront constituées. Les délégations qui n'ont pas encore désigné leurs membres dans les commissions déjà énumérées — c'est le cas de la délégation autrichienne — sont priées de le faire de suite.

Le Presidium a décidé de nommer aussi un secrétaire général du Congrès, et il vous propose comme tel le camarade Humbert Droz. Il n'y a pas d'opposition ?... Le camarade Humbert-Droz est désigné.

Le Parti Polonais avait indiqué comme membre à la présidence du Congrès un camarade qui depuis, a été remplacé par le camarade Marchiewsky. Je mets aux voix ce petit changement. *Adopté.*

Nous passons au premier point de l'ordre du jour : le rapport du Comité Exécutif, qui sera fait par le camarade Zinoviev.

ZINOVIEV. — Camarades, ma tâche est tout d'abord de vous faire un rapport sur l'activité de notre Exécutif entre le 3^e et le 4^e Congrès et ensuite de vous parler de la tactique future de l'Internationale Communiste. Mon rapport comprend donc deux parties. S'il le faut, nous ferons une petite pause après la première moitié.

J'ai exposé dans un article imprimé en toutes langues les faits et chiffres concernant l'activité de l'Exécutif pendant ces quinze mois. Je ne reviendrai donc plus là-dessus.

Nous avons à étudier deux choses. Premièrement il nous faut savoir si notre Exécutif a appliqué exactement les décisions du 3^e Congrès ; deuxièmement nous devons jeter un coup d'œil en arrière pour nous rendre compte si ces décisions étaient elles-mêmes justes ; car après quinze mois nous disposons d'un matériel très volumineux, que nous n'avions pas auparavant.

Quelle était à la fin du 3^e Congrès la situation qui déterminait toute notre politique ? Aussitôt après le 3^e Congrès il apparut clairement que le capital mondial avait commencé dans le monde entier une offensive en règle, systématiquement organisée contre le prolétariat. La classe ouvrière était en quelque sorte réduite à la retraite. Ces quinze mois sont remplis par un certain nombre de grèves grandioses et très importantes dans le monde entier. Mais si nous regardons de plus près le résultat de ces grèves, nous devons constater qu'elles se sont terminées dans leur immense majorité par la défaite des ouvriers. Ce furent exclusivement des grèves défensives contre l'attaque capitaliste. Les organisations syndicales par exemple comptaient en 1920 environ 25.000.000 de membres ; en 1922, 18 millions, et je ne sais si ce dernier chiffre n'est pas quelque peu exagéré. Par ce seul fait, on voit dans quelle situation difficile la classe ouvrière s'est trouvée pendant la période sur laquelle porte notre rapport. Il ne faut pas non plus se méprendre sur la situation de la Russie soviétiste pendant cette même période. Vous vous rappelez qu'immédiatement après la clôture du 3^e Congrès, il apparut qu'une grande famine commençait en Russie. La chose n'était pas en-

core tout à faire claire lors du 3^e Congrès mais elle le devint immédiatement après. Lorsque le Congrès fut clôturé, nous dûmes, au nom de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, demander au prolétariat du monde entier de soutenir le prolétariat russe pendant cette année de famine. Ce fait a eu de grandes conséquences politiques. Vous savez que l'on nous accuse souvent de faire de l'Internationale une arme de la République soviétiste russe. Il y a même beaucoup d'« amis » qui l'affirment. Il est clair qu'entre la première république prolétarienne et le Parti Communiste qui lutte contre la bourgeoisie, il y a, il doit y avoir une influence réciproque extrêmement étroite et importante. De notre point de vue communiste, il est également clair que l'Internationale Communiste constitue un facteur extrêmement important pour la Russie soviétiste et réciproquement. Il est comique de demander qui est exploité, qui est le sujet et qui est l'objet : dans une construction, le faite et les fondements se complètent l'un l'autre.

La situation que nous eûmes pendant ces dernières années a été abondamment exploitée par nos adversaires contre l'idée de la dictature prolétarienne. Toute la 2^e Internationale a essayé de faire de la famine russe le point de départ de toute une campagne contre l'Internationale Communiste. Ils ont essayé de s'en servir pour donner à cette campagne un caractère retentissant. L'Internationale Communiste, disaient-ils, n'était qu'une arme de la République soviétiste. La République russe des soviets est un fait politique international de si grande importance que personne, cela va sans dire, ne saurait la négliger. Il ne s'agit que de savoir de quel côté de la barricade on se place. Prenons seulement un exemple de ces derniers temps : la lettre du leader du Labour Party, M. Clynes. Je pense que la plupart d'entre vous ont lu cette lettre. M. Clynes, un des chefs de parti les plus fameux de ces dernières années, a adressé à la République soviétiste une lettre qui a été publiée. Dans cette lettre, Clynes invite la République soviétiste à ratifier au plus tôt le célèbre accord avec M. Urquhardt, pour augmenter ainsi les chances du Labour Party aux élections. M. Clynes fait remarquer à ce propos qu'il ne parle pas en son nom propre, mais au nom de tous ses collègues. L'Angleterre traverse une grande époque d'impérialisme capitaliste. Or ces élections sont en liaison étroite avec la situation de la Russie soviétiste. Le Labour Party, un des partis les plus importants ou même le plus important de la 2^e Internationale, ne saurait laisser passer cet événement inaperçu. Mais de quel côté sera-t-il, quelle barricade défendra-t-il, voilà la question. Est-ce du côté de M. Urquhardt, sur la barricade de la bourgeoisie ? Nous pouvons affirmer que lorsque la 2^e Internationale lance à la 3^e des accusations de ce genre : vous êtes toujours avec la République de Russie, vous n'êtes qu'un instrument de cette République, nous ne pouvons lui répondre : Vous ne pouvez pas vous-mêmes ignorer l'existence de la Russie des soviets, vous devez prendre position à son égard ; mais vous cherchez à exploiter la première république soviétiste prolétarienne au profit de la bourgeoisie et non au profit du prolétariat.

Comme nous l'avons dit, la famine russe servit aux Internationales 2 et 2 1/2 de point de départ pour une campagne extrêmement violente et énergique contre tous les partis de la 3^e Internationale et, nous devons l'avouer franchement, cette campagne a eu un certain succès. Le simple ouvrier a bien été obligé de voir nettement ce fait que

dans la première République des soviets il y avait vraiment la famine, que la vie des ouvriers et des paysans était extrêmement difficile. Mais pour l'ouvrier sans parti, non éduqué encore politiquement, c'était une certaine déception dans ses aspirations révolutionnaires en général. On peut s'affliger de ce fait, mais il faut le comprendre. Dans la situation où se trouvait la masse ouvrière après la guerre, cet état d'esprit était absolument inévitable. Certes, de la part de nos adversaires, il y avait manque de conscience à bâtir là-dessus : ils devaient bien savoir quelle était la cause de la famine. Ils devaient bien savoir où trouver les principaux responsables : les traîtres des Internationales 2 et 2 1/2, toute la tactique de l'impérialisme. Mais il était naturel que dans sa lutte contre nous, la 2^e Internationale exploitât cette situation, et c'est ce qu'elle a fait.

Donc, pendant cette année, la situation de l'Internationale Communiste, de même que celle de la première République des soviets, a été assez difficile et nos adversaires sans conscience, les Internationales 2 et 2 1/2, ont cherché à en profiter et en ont profité.

Comme nous l'avons déjà dit, les grèves n'étaient qu'une réponse à l'offensive de la bourgeoisie. Je ne vous fatiguerai pas par trop de chiffres : il y faudrait une brochure. Je prendrai seulement un pays particulièrement important pour nous dans la question du front unique, j'ai nommé la France. Les camarades de France étaient les adversaires les plus décidés de la tactique du front unique. Il en est autrement à présent. Mais je crois que si nos amis français avaient eu sous les yeux, pendant leur vive critique contre l'Internationale Communiste, les chiffres que je vais vous indiquer, ils auraient eu une attitude tout à fait différente à l'égard de cette tactique. Voici la statistique des grèves de nature offensive (c'est-à-dire dans lesquelles les ouvriers luttent pour relever leur niveau d'existence, leurs salaires, etc...) qui ont eu lieu en France : en 1915, donc pendant la guerre, 8.000 ouvriers seulement ont fait des grèves offensives, en 1916, donc encore pendant la guerre, 37.000 ouvriers, en 1918, 131.000, en 1919, 1.053.000, en 1920, pendant la première moitié de l'année, 628.000. Après quoi la courbe est descendante : pendant la deuxième moitié de l'année 1920 seulement 57.000 ouvriers, en 1921, c'est-à-dire pendant l'année qui nous intéresse, 9.000. Par contre, en 1922, pendant les huit premiers mois, 160.000 ouvriers français ont fait des grèves défensives. Qu'est-ce à dire ? Que pendant les années 1921 et 22 l'offensive du capital a été la plus forte, de telle sorte que la classe ouvrière française a dû se borner à des grèves défensives. Elle n'était pas assez forte pour faire des grèves offensives, la bourgeoisie menait l'offensive sur toute la ligne.

Ce fait était décisif, je crois, en France comme dans les autres pays, pour la tactique du front unique. Si nos amis français avaient eu sous les yeux ces chiffres, et s'ils avaient suivi un peu mieux le développement des grèves dans leur propre pays, je crois qu'ils auraient renoncé dès le début à leur opposition contre le front unique.

Telle était la situation générale au début de nos travaux, pendant l'année sur laquelle porte ce rapport. Le 3^e Congrès avait rigoureusement délimité les éléments dits de gauche, tel que le parti ouvrier communiste d'Allemagne, les groupes semi-anarchistes d'une part, et les groupes de droite de l'autre. Je rappellerai aussi le Parti socialiste d'Italie, dont nous avons également beaucoup parlé au 3^e Congrès. Nous voyions alors que la constitution de Partis vraiment communis-

tes était à peine commencée. Le 3^e Congrès nous légua le fameux mot d'ordre : Allez aux masses, et dans sa résolution de tactique il nous donna pour tâche de gagner la majorité de la classe ouvrière et de mobiliser et mener au combat les éléments du prolétariat socialement déterminants. C'est de cette situation générale que vint le mot d'ordre du front unique formulé pour la première fois par notre Exécutif en décembre 1921. Camarades, je crois que maintenant, après deux sessions de l'Exécutif élargi qui à vrai dire furent de petits Congrès mondiaux, même en France, les communistes ainsi que les syndicalistes ont renoncé à leur opposition contre la tactique du front unique, de sorte qu'à ce Congrès nous n'aurons plus beaucoup à discuter sur elle. Il est clair que notre Exécutif a bien agi lorsqu'en décembre 1921 il lança le mot d'ordre : aux masses ! et lorsque dans cette situation il adopta la tactique du front unique. A vrai dire, toute notre tactique n'était qu'une application pratique de la tactique du front unique aux conditions concrètes des différents pays. Et je le dis tout de suite, je crois que notre tâche restera la même pendant l'année prochaine et probablement aussi pendant quelques années encore.

La tactique du front unique était en réalité la première grande campagne internationale de l'Exécutif. Vous le savez, nous avons bien des fois déclaré que l'Internationale Communiste devait être une Internationale de l'action, une Internationale du fait, un Parti Communiste international mondial centralisé. En principe cela est absolument exact et nous devons y revenir, mais pour cela il nous faut encore des années et des années. Il est relativement facile d'adopter une résolution disant que nous devons exercer une action internationale : mais la réaliser est plus difficile. Même la tentative de réaliser une semaine internationale de recrutement (tentative que nous avons faite immédiatement après le 3^e Congrès mondial, et qui ne se distingue pas des entreprises de la 2^e Internationale) n'a pas réussi, parce que nos partis sont encore très hétérogènes, parfois insuffisamment communistes, encore trop social-démocrates, parce que nos organisations sont encore bien défectueuses, parce qu'une action internationale rencontre bien des difficultés dans son organisation. Pendant l'année passée nous avons essayé de mener bien des campagnes internationales, par exemple la campagne de secours aux affamés de Russie, la campagne du procès des socialistes-révolutionnaires ; mais la campagne pour la réalisation du front unique a une importance toute particulière. Je dois avouer qu'elle s'est heurtée à bien des obstacles. Nous aurons encore l'occasion d'en parler en détail lorsque viendra l'article correspondant de l'ordre du jour.

Il est apparu que certains groupes de notre Internationale Communiste se sont appliqués à transporter dans la 3^e Internationale bien des usages de la 2^e. Je crois, camarades, que nous devons protester contre ce qui s'est passé en France. Au moment où l'Internationale Communiste doit devenir une organisation universelle et centralisée du prolétariat, où une grande campagne doit être menée contre la 2^e Internationale au moyen de la tactique du front unique, une discipline de fer, ou tout simplement une discipline prolétarienne, devrait régner dans nos rangs ; or, cela n'a pas été le cas. Je dois dire que le Parti français et en partie aussi le Parti italien ont fait obstacle à l'action internationale commencée par nous. Nous devons le voir et prendre les mesures nécessaires. Cette campagne, quoique politiquement très importante, n'était pas cependant de nature à mettre sur pied des centaines de milliers de camarades. Si donc

nous avons rencontré des difficultés dans une campagne de ce genre, nous sommes en droit de craindre que lorsque des moments plus difficiles se présenteront, les difficultés soient plus grandes encore.

Je crois, camarades, qu'il vaudra mieux que je prenne chaque pays à part dans mon rapport sur les travaux de l'Exécutif. Je ferai seulement cette observation générale, que nous avons dans notre Parti d'autant plus de restes de centralisme et de social-démocratie que nous avons accueilli de plus nombreuses fractions de l'ancien mouvement social-démocrate. Vous vous en rendrez compte plus nettement en écoutant le rapport que je vous fais en ce moment.

Je commence par l'Allemagne. Ce pays était le point central de presque toutes nos discussions au 3^e Congrès mondial. La situation du Parti allemand était, comme vous le savez, assez difficile pendant le 3^e Congrès. Nos ennemis parlaient de désagrégation complète ; beaucoup de nos amis étaient trop hypnotisés par les difficultés momentanées de la situation dans ce Parti frère. L'Exécutif est fier d'avoir apporté une certaine aide au Parti allemand pour la solution de la crise. Nous pouvons dire avec plein droit et sans exagération que notre Parti frère d'Allemagne se présente à ce Congrès-ci comme un des Partis les mieux organisés, les plus solides (naturellement, tout est relatif, et politiquement les plus nets. Que cette constatation nous soit une consolation, aujourd'hui que nous savons plusieurs de nos grands Partis dans une situation difficile. Le Parti français, par exemple, est aujourd'hui une cause de grand pessimisme pour beaucoup de membres de ce Congrès. Nous pouvons les rassurer en leur présentant l'exemple du Parti allemand et en leur disant que si le Congrès sait s'y prendre, il aidera le Parti français aussi et le remettra vite sur pied. La situation politique en Allemagne est révolutionnaire, elle est donc favorable au seul Parti vraiment révolutionnaire qu'il y ait là-bas, c'est-à-dire à notre Parti Communiste.

La fusion du Parti social-démocrate et du Parti Indépendant, que nous avions prédite à Halle, est à présent un fait accompli. Je me rappelle qu'à Halle, après le vote historique bien connu, lorsque nous avons dit dans notre discours final que la Droite n'avait pas d'autre voie à suivre que celle qui menait à la Social-démocratie, cela souleva une grande indignation ; c'était, disait-on, de l'impudente démagogie, etc. Et, pourtant, il ne fallait vraiment pas être prophète pour faire cette prédiction. Il était clair que celui qui ne voulait pas aller au Communisme, devait, dans cette époque de guerre civile, aller à la social-démocratie. Ce qui est arrivé.

Je pense que pour le mouvement révolutionnaire, c'est là un fait positif. Lénine avait raison lorsque, dans son adresse au Congrès, il disait que la fusion des Internationales 2 et 2 1/2 constituait un progrès pour le mouvement révolutionnaire. Moins de fiction, moins de tromperie et moins d'illusion ; cela vaut mieux pour la classe ouvrière. Nous pourrions bientôt nous rendre compte, en Allemagne, que cette fusion est vraiment à notre avantage. Lorsque nous voyons des révolutionnaires comme le vieux Ledebour, nous savons très nettement qu'il n'y a pour lui que deux voies : ou bien avec les communistes, ou bien avec les social-démocrates. Le prolétariat allemand le verra bien dans quelques mois.

Lorsque je me demande quels sont les Partis qui ont le mieux appliqué la tactique du front unique, je trouve que ce sont les Partis allemand et tchéco. Encore une fois, tout est relatif. Nous avons dû plus d'une fois constater que notre Parti frère d'Allemagne n'avait pas assez souligné l'indépen-

dance de notre ligne politique, et pourtant, pour nous, le principal dans toute cette tactique est la liberté d'action du Parti Communiste. Mais, en général, le Parti frère allemand a assez justement appliqué cette tactique. Des grèves comme celle des cheminots sont un exemple classique de l'emploi correct de la tactique du front unique ; elle a aussi montré que toute grève économique peut se transformer en grève politique. J'ai vu, dans un article de l'*Internationale* allemande, que le 4^e Congrès devait clairement définir l'époque qui commence maintenant en Allemagne : époque de luttes économiques aggravées ou bien de luttes politiques intenses ? Ce n'est pas ainsi que la question se pose. L'époque qui vient est une époque de luttes économiques aggravées ou bien de luttes politiques intenses. La grève des cheminots a montré très clairement que dans une situation donnée, presque tout conflit économique prend un caractère politique.

Vous connaissez le mouvement des Conseils d'usines qui vient de commencer et qui a indubitablement un grand avenir. Les social-démocrates accusent notre Parti de vouloir convoquer un Congrès de ces Conseils pour mettre ensuite l'Allemagne devant un fait accompli, comme l'ont fait les bolcheviks en 1917 avec le Congrès des Soviets ; mais ceux-ci avaient tout d'abord renversé la domination de la bourgeoisie. Cette accusation, ou plutôt ce compliment, le Parti allemand ne le mérite malheureusement pas encore. Le Parti Communiste d'Allemagne n'est malheureusement pas encore assez fort pour faire ce qu'ont fait les bolcheviks. Mais cette campagne aura une importance énorme : elle constituera un centre de cristallisation.

Notre Parti n'est pas très fort numériquement, en Allemagne. La caractéristique de l'année courante consiste surtout en ce que les Partis qui ont renforcé leur influence politique sur les masses ne se sont pas accrus numériquement dans la même proportion. Il y a à cela différentes causes, telles que le chômage et la pauvreté des prolétaires, qui ne sont même pas en mesure de payer la maigre cotisation du Parti. Il y a encore des causes politiques. On peut le voir mieux en Allemagne. Personne ne contestera que notre Parti d'Allemagne a considérablement augmenté son influence politique ; et, cependant, le nombre de ses membres n'a pas beaucoup augmenté. J'ai dit une fois, à une réunion du Parti Communiste russe, que l'Allemagne devait se donner pour mot d'ordre d'avoir un million de membres dans son Parti. Mais ce n'est pas si facile. Je ne veux pas dire que la révolution prolétarienne sera retardée jusqu'à ce que nous ayons ce million. Le Parti russe, au moment où la révolution prolétarienne éclata, comptait tout au plus 250.000 membres ; relativement, le Parti allemand est donc dès à présent plus grand que n'était le Parti russe en 1917. Mais nous pouvons être sûrs que la social-démocratie allemande continuera à se décomposer rapidement ; nous avons la conviction qu'en Allemagne des événements décisifs se produiront bien plus tôt que beaucoup d'entre nous ne le croient. Notre Parti allemand connaît encore dans son sein bien des luttes à y mener. Par exemple, dans la question du programme, nous avons vu que le Comité central n'était pas tout à fait d'accord. Mais quand on compare le mouvement à ce qu'il était il y a quatorze mois, nous pouvons affirmer que le Parti allemand a fait un pas gigantesque en avant. Si les événements ne sont pas trompeurs, la route de la révolution prolétarienne vient de Russie et passe par l'Allemagne.

Ainsi donc, le rétablissement de notre Parti allemand a une importance politique de premier or-

dre. Nous n'avons en Allemagne que deux Partis : au groupe Ledebour, nous prédisons que, dans quelques mois, ou bien il sera dans le Parti Communiste ou bien il sera réduit à zéro. Nous attendons les événements. Encore une fois, il est clair que nous n'avons en Allemagne que deux Partis et l'avenir est au Parti Communiste.

C'est avec le Parti allemand que l'Exécutif a eu la liaison la mieux organisée, ce qui ne veut pas dire que cette liaison a été idéale. Il y a eu bien des défauts, en partie par la faute de l'Exécutif, en partie par celle du Parti allemand. Néanmoins, cette liaison a été assez bonne et pas un événement politique ne s'est produit sans que l'Exécutif et le Parti allemand réagissent réciproquement.

J'en viens à la France. Nous aurons à en parler plus particulièrement. Mais, dans mon rapport général, je ne saurais m'abstenir d'en dire quelques mots. J'ai écrit, il y a quelques mois, un article intitulé : « La naissance d'un Parti Communiste ». J'y disais que la naissance d'un Parti Communiste était chose difficile. Eh bien ! camarades, lorsqu'on voit ce qui s'est passé au Congrès de Paris, on doit se dire que la naissance d'un Parti Communiste en France est encore infiniment plus difficile qu'on ne le prévoyait. Vous avez là la preuve concrète de ce que j'ai affirmé déjà : à savoir que plus l'ancien Parti nous a légué d'éléments social-démocrates, et plus nous avons de difficultés à surmonter. Nous verrons cela encore en Norvège et dans d'autres pays. Un beau jour, nous avons conquis la majorité du vieux Parti, et à présent il nous faudra longtemps pour nous guérir des maladies dont nous avons hérité de ce fait. L'observation politique la plus importante que l'Exécutif et ses représentants, dont plusieurs, comme Humbert-Droz, ont passé presque six mois en France, aient faite, c'est que, et nous devons le dire franchement, nous devons chercher dans les rangs des syndicalistes, des meilleurs syndicalistes, c'est-à-dire des syndicalistes communistes, un certain nombre d'éléments nécessaires à un Parti Communiste. C'est bizarre, mais c'est ainsi.

La tradition du mouvement français veut qu'en 1922, après deux ans de Parti Communiste, une bonne partie des communistes qui seront les meilleurs éléments de notre futur Parti Communiste se trouvent en dehors du Parti Communiste actuel, dans les rangs des syndicats. Je crois donc qu'une des tâches les plus importantes de notre Congrès et de sa commission française consistera à ramener à nous ces éléments vraiment prolétaires, vraiment révolutionnaires et véritablement communistes. La tradition est ancrée en France de considérer le Parti comme un parti de politiciens. Et il faut malheureusement l'avouer, ce n'est pas sans raison. (*Exclamations.*)

Au 3^e Congrès, nous avons trop peu critiqué le Parti français, il était trop jeune et nous avions bien autre chose à faire. Ça été probablement une erreur de l'Exécutif, mais enfin c'est un fait : au 3^e Congrès nous avons trop épargné le Parti français et ça été un malheur pour lui.

Il y a trois ou quatre mois encore le Comité directeur critiquait l'Exécutif en se plaçant plus à gauche. Il critiquait la tactique du front unique, en accusant l'Exécutif d'opportunisme. Je ne sais s'il y a eu beaucoup de membres dans l'Internationale Communiste assez naïfs pour croire que le Parti français était vraiment si à gauche. Je crois qu'il n'y a vraiment pas eu beaucoup de membres de l'Internationale à le croire. Mais il est bon que cette époque soit passée.

Le Parti français n'a pas compris que la tactique de l'Internationale Communiste en France

surtout était impérieusement dictée par les événements. Je vous ai cité la statistique des grèves. Ces chiffres montrent que si le Parti avait vraiment le sentiment des mouvements de masses, des véritables mouvements prolétariens, il aurait eu aussi le sentiment du front unique, point de départ pour la conquête des masses. La bourgeoisie de France fait une campagne systématique contre la journée de huit heures et je dois vous avouer franchement que l'Exécutif n'a pas réussi à obtenir de notre Parti qu'il entreprenne une lutte systématique de défense ; une tentative pour commencer sur un front unique une campagne pour la défense de la journée de huit heures a échoué.

Sur la dernière grève générale qui a eu lieu en France, il faut dire aussi toute la vérité. En 1918 nous étions habitués à voir ce pays proclamer la grève générale à tout bout de champ. C'était une des pires erreurs des syndicalistes et le devoir de notre Parti était de déraciner cette tradition. Malheureusement il l'a continuée. La grève générale à laquelle on invita il y a quelques semaines les ouvriers français s'est faite sous la pression d'une petite minorité d'anarchistes. Notre journal, le plus grand journal ouvrier de France, s'est employé à pousser la classe ouvrière à la grève à un moment où le Parti n'y était pas du tout préparé. De cette grève, qui est terminée, il faut tirer les conséquences, et nous devons établir que désormais pareils événements ne devront plus jamais se répéter. La classe ouvrière se trouve dans une situation tragique : on ne s'explique pas comment notre Parti, section de l'Internationale Communiste, pourrait permettre des grèves semblables, prendre lui-même et nous imposer du même coup une telle responsabilité.

Le Parti français a encore une fois confirmé à son Congrès les vingt et un points. Le premier dit que la presse doit être vraiment communiste. Je dois avouer que ce premier des vingt et un points n'est pas encore réalisé en France. *L'Humanité* prétend être un journal communiste, mais elle ne l'est pas encore ; elle a un très grand tirage, elle a obtenu de brillants résultats à bien des égards, il faut le reconnaître, mais ce n'est pas encore un journal communiste. Le 4^e Congrès devra commencer par faire appliquer au moins ce premier des vingt et un points. J'espère que nous y réussirons.

Comme vous le savez, nous avons maintenant en France trois tendances et deux sous-tendances. Je ne caractériserai pas ces tendances, les voici en gros : Le centre. Nous avons dit et écrit précédemment : il y a un centre, mais il n'y a pas de centristes. C'était un peu flatteur pour les camarades français. Ils ne sont pas tout à fait centristes, mais n'empêche qu'il y a un bon foyer de centrisme. Nous devons laisser le centre et mettre à la porte le centrisme. Ce sont surtout les chefs qui sont venus à nous de l'ancien Parti, qui ont bien des mérites dans l'Internationale, mais qui n'ont pas encore réussi à effacer leur origine social-démocrate. En lisant les derniers articles de fond de Cachin sur les syndicats, on doit bien se dire qu'ils ne valent guère mieux que ceux de Verfeuil, exclu par le Congrès de Paris.

La deuxième tendance est une tendance intermédiaire : c'est le groupe Renoult. Elle comprend d'excellents prolétaires, qui ont très sincèrement critiqué la tactique du front unique en se plaçant à un point de vue de gauche ; mais ces camarades ont fini par se convaincre de la justesse de notre tactique et ils viendront à nous.

La troisième tendance est celle qui est réellement communiste. Nous acceptons tout ce que les camarades de cette tendance ont fait. Ils ont commis de grandes fautes au Congrès de Paris. Per-

sonnellement, je considère la démission de nos camarades de la gauche comme une lourde faute, mais l'appui moral de l'Internationale Communiste est acquis à ce groupe et nous sommes décidés à le lui accorder. Ce groupe a commencé la campagne pour le front unique ; il a peut-être commis là aussi des erreurs, mais il est le seul en France qui ait réellement défendu la tactique marxiste du front unique et l'ait fait triompher.

Je dois vous dire, camarades, que les premières conversations que nous avons eues avec les camarades nous ont convaincus que la scission peut être évitée ; et l'Internationale fera tout pour l'éviter. Mais nous voyons par cet exemple combien la naissance d'un Parti Communiste est chose difficile. Songez que le Parti français n'a pas mené encore une seule action de masses. Songez à ce qui se passera lorsqu'il aura à en mener. La véritable différenciation ne s'est faite au sein du Parti allemand qu'après, quand il passa aux actes. (*Interruptions : Très vrai ! sur les bancs des délégués allemands.*) Bonne ou mauvaise, cette différenciation n'a commencé réellement qu'avec l'action. Certainement l'action a sauvé et guéri le Parti allemand, mais elle a été aussi le point de départ d'une nouvelle différenciation. On ne doit pas prophétiser. Mais si le Parti français doit un jour mener une véritable action, une action de masses, dans laquelle il jouera le tout pour le tout, c'est alors que nous assisterons à une vraie différenciation, c'est alors que nous verrons ceux qui sont réellement du Parti et ceux qui sont en dehors.

Selon moi, le devoir du 4^e Congrès ne consiste nullement à passer délicatement sur tout, comme l'a fait le 3^e Congrès, mais à se prononcer nettement ; en cela consiste l'appui moral à accorder à des camarades qui sont réellement des communistes. Cela ne veut pas dire que nous voulions exclure les autres de l'Internationale, mais nous devons leur dire clairement quels sont leurs défauts, nous devons leur expliquer clairement comment on devient communiste.

Passons maintenant à l'Italie. L'exemple français pourrait être adopté comme exemple classique de la tactique des Partis Communistes et de l'Internationale Communiste. Mais si réellement un jour on écrit un manuel de tactique à l'usage des Partis Communistes, je crois que le chapitre le plus important sera celui de l'Italie. Il n'y a pas de pays réellement classique pour le mouvement communiste ; et pourtant, nous voyons que bien des choses se passent là-bas avec une nécessité plus caractéristique que dans n'importe quel autre pays. Nous voyons par là que malgré tout l'Italie est proche de la révolution. En automne 1920, le mouvement communiste en Italie a atteint un point culminant. Notre divergence d'opinion avec les camarades italiens ne venait pas de ce que nous les invitions à faire immédiatement la révolution. Jamais l'Internationale n'a parlé ainsi. Au point de vue théorique, si notre Parti avait pris le pouvoir en Italie dans l'automne de 1920, il est possible que l'exemple hongrois se fût répété. Ce n'est pas une certitude. Je ne sais pas si le blocus aurait été possible, j'en doute. Mais l'hypothèse ne peut pas être absolument rejetée. On peut admettre que si nous avions pris le pouvoir en 1920, nous aurions eu en Italie le même sort que les Hongrois. Nous n'avons jamais exigé des camarades italiens qu'ils fassent absolument la révolution. Il pouvait être juste de ne pas s'emparer du pouvoir à cette époque. Pareille attitude n'aurait pas justifié la rupture avec le Parti Socialiste italien.

La rupture s'est produite, mais pas parce que le Parti Socialiste ne voulait pas s'emparer du pouvoir. Nous avons adopté alors le point de vue

suivant : la situation est révolutionnaire. On doit se préparer à toutes les éventualités ; on doit comme condition préalable expulser les réformistes pour former un véritable parti révolutionnaire. C'est pour cette raison que nous avons exigé l'exclusion de ceux qui sabotaient la révolution. Mais l'Internationale Communiste n'a nullement demandé de commencer l'insurrection en octobre 1920 et de prendre tout de suite le pouvoir. Toute autre affirmation est historiquement inexacte. Vous savez que Darragona a reconnu maintenant que les réformistes restaient dans le Parti pour éviter la révolution. C'est pour cela qu'ils devaient être exclus. Il s'agissait seulement de préparer le Parti à pouvoir faire la révolution et non pas de la faire immédiatement.

Comme vous le savez, la majorité du Parti italien n'accepta point l'exclusion des réformistes ; elle refusa de former un parti révolutionnaire et de rompre avec les agents de la bourgeoisie. Cette expression « agents de la bourgeoisie » a soulevé beaucoup de bruit ; notamment, lorsque dans un télégramme nous l'avons appliquée aux réformistes, nos amis italiens versèrent de grosses larmes sur mon manque de tact. Pourtant maintenant, après l'aveu de Darragona, je pense que le terme était encore trop délicat pour désigner ces messieurs. Je ne sais comment on aurait pu les nommer d'une manière plus délicate encore. Quoi qu'il en soit, les réformistes, agents de la bourgeoisie, restèrent dans le Parti et firent tout le possible pour empoisonner la révolution et livrer la classe ouvrière à la réaction.

On se dispute maintenant parmi les camarades italiens pour savoir ce qui se passe actuellement en Italie : un coup d'Etat ou une comédie. Peut-être les deux à la fois. Au point de vue historique, c'est une comédie. Dans quelques mois, la situation tournera à l'avantage de la classe ouvrière ; pour le moment, c'est un coup d'Etat sérieux, une véritable contre-révolution. La faute de nos camarades ne consiste pas à n'avoir pas fait en 1920 la révolution ; leur faute, et même à un certain point leur crime, consiste à avoir gardé les complices de la bourgeoisie au sein du Parti, en leur donnant ainsi la possibilité de répéter la trahison classique et de remettre la classe ouvrière aux mains des fascistes.

Vous connaissez la tactique que le Comité Exécutif a suivie dans la question italienne. Vous le savez, on discuta fort au 3^e Congrès pour savoir si nous avions bien manœuvré à Livourne et aussi au cours de cette année. Notre Parti Communiste d'Italie a agi à bien des égards contre la tactique du Comité Exécutif. Mais je crois, camarades, que nous avons eu raison ; nous devons agir comme nous l'avions fait ; nous devons, au moment où cela était nécessaire, rompre avec fermeté avec le Parti italien. Si nous ne l'avions pas fait, l'Internationale Communiste aurait péri.

Mais à partir du moment où nous avons vu que les membres du Parti Socialiste reconnaissaient leur erreur et voulaient la réparer, nous devons faire tout ce qui était en notre pouvoir pour leur faciliter le retour à l'Internationale Communiste. Il est tout à fait évident que, quoi qu'il arrive, dans quelques mois, la majeure partie des ouvriers qui suivent encore actuellement les maximalistes appartiendront à l'Internationale Communiste. Et c'est parce que, dans l'avenir, ils seront avec nous que nous devons tout faire pour leur rendre fraternellement le retour plus facile. C'est pour cela que nous sommes une Internationale Communiste ; nous sommes là pour frayer la voie qui permet à une partie de la classe ouvrière, à une section de

l'Internationale Communiste, du moment qu'elle se rend compte de ses fautes, de revenir à nous. Certainement, nous devons demander des garanties et nous le ferons. Des choses comme celles qui se sont passées en Italie ne doivent plus se répéter. L'Internationale doit avoir la garantie qu'elles ne se reproduiront plus. Mais, pourtant, nous devons faire tout le nécessaire pour nous réunir à nouveau avec ces camarades.

J'ai entendu dire qu'en France beaucoup de camarades du Parti Communiste croient qu'il n'est peut-être pas si dangereux de rompre avec l'Internationale Communiste ; ils se disent : on nous blâmera peut-être un peu, mais on nous invitera tout de même au 5^e ou au 6^e Congrès et on se réconciliera tout de même avec nous. C'est l'exemple italien qui les inspire. Mais, camarades, ceux qui parlent ainsi perdent de vue un détail. Celui-ci : que le Parti italien est presque perdu et que la classe ouvrière italienne est livrée aux fascistes. Ils considèrent les choses de leur point de vue personnel : aujourd'hui, on me blâme ; dans un an je pourrai peut-être revenir et on me recevra peut-être à nouveau. Ils considèrent comme secondaire que le Parti et la classe ouvrière soient mis en péril. Pareille conception est possible chez quelques individus, mais la majorité du Parti français la repoussera certainement.

L'enseignement du Parti italien ne consiste pas en ce que deux années durant tel ou tel autre chef de ce Parti nous a combattus, et que nous le voyons maintenant à Moscou : c'est là une question secondaire. Les individus ne nous occupent pas. L'enseignement que nous tirons de l'expérience du Parti italien est beaucoup plus profond. Le voici : donnez un doigt au réformisme et il vous prendra toute la main. Qui a commis une erreur semblable ruine son Parti et cause les plus grands dommages à la classe ouvrière de son pays.

Nous aurons à nous expliquer non seulement avec les maximalistes, mais aussi avec les communistes. Sur beaucoup de points, nos opinions divergent. Ils ont adopté un programme qui n'est pas marxiste. Nous l'avons critiqué et repoussé. Des conceptions erronées ont pris racine dans le Parti italien. Ils continuent à être contaminés par l'abstentionnisme. Notre ami Bordiga a bien mérité du mouvement italien. Les camarades ont combattu vaillamment. Ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour tirer l'Internationale Communiste de la très pénible situation où elle se trouvait en Italie. Ce que j'en dis se rapporte au Parti italien en son entier et pas seulement au camarade Bordiga. Nous pouvons dire en même temps que de grandes différences existent entre notre manière de penser et celle qui règne au sein du Parti Communiste italien. Comme nous l'avons dit, la tendance abstentionniste y subsiste. Bordiga a cessé de se prononcer pour l'antiparlementarisme, mais l'esprit antiparlementariste demeure, comme nous avons pu nous en rendre compte quand il s'est agi du programme et de la tactique du front unique.

En ce qui concerne la tactique du front unique, la Centrale du Parti italien partage encore le point de vue d'après lequel cette tactique n'est applicable qu'au domaine économique, mais pas au domaine politique. A notre avis, c'est là un non-sens. Ces deux domaines dépendent l'un de l'autre. Nous n'avons pas réussi, en Italie, à réaliser comme il l'aurait fallu la tactique du front unique. Nous avons tardé à formuler, en Italie, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. J'ai fait moi-même la faute de ne pas le recommander au camarade Bordiga et de ne pas mettre en discussion la question italienne dans la dernière séance élargie. C'est une

grande faute. Il fallait à tout prix une discussion ouverte.

Malgré tout, le Parti Communiste italien est l'un des plus vaillants pionniers de l'Internationale Communiste, un de nos meilleurs Partis. C'est précisément au moment critique que nous traversons que ce Parti va nous montrer de quoi il est capable. Je viens de lire un appel illégal lancé par le Parti Communiste italien, de même que le premier numéro clandestin de l'organe officiel du Parti. Cela prouve que malgré l'extrême difficulté de la situation, le Parti n'a pas mis bas les armes. (Applaudissements.)

Nous avons élu une commission italienne. Elle aura à travailler dans deux sens : 1° pour l'unification du Parti ; 2° pour l'organisation des forces communistes pendant la période du fascisme. Nous ne savons pas combien va durer cette période et nous devons nous préparer au pire.

Passons, à présent, à la Tchéco-Slovaquie. En Tchéco-Slovaquie, l'Exécutif, avec, bien entendu, l'appui actif du Parti tchéco-slovaque lui-même, a réussi à faire l'unité. Lors du 3^e Congrès, nous avions deux Partis et plusieurs groupements. Nous ne savions pas au juste si, dans ce pays où le problème national joue un si grand rôle, il nous serait possible d'organiser un Parti unique. Nous y sommes parvenus. Dans la question syndicale, nous avons, en plus d'un point, échoué. Mais dans l'ensemble, cependant, notre Parti a réussi à rallier la majorité des syndiqués autour du drapeau rouge. La tactique du front unique a été appliquée par le Parti tchéco-slovaque, on peut le dire, de façon exemplaire. Il suffit de suivre la presse bourgeoise tchéco-slovaque, de lire dans les journaux ennemis ce qu'ils disent sur le développement des événements, pour se rendre compte que notre Parti a très bien manœuvré, puisqu'il est parvenu à nous gagner la majeure partie des ouvriers qui appartenaient à des organisations adverses. Nous espérons que l'application pratique de la tactique du front unique continuera aussi brillamment qu'elle a commencé.

Comme vous le savez, il y a un point où notre manière de penser diffère de celle du Parti tchéco-slovaque. Il s'agit de l'exclusion de « l'opposition ». Nous avons formé une commission pour juger la question. Mais je ne puis m'empêcher de motiver notre attitude.

Le Parti frère de Tchéco-Slovaquie a, au cours d'une conférence du Parti, exclu pour infraction à la discipline, sept membres du Comité Central, dont l'ex-président Sturc. Ce fut pour l'Exécutif une surprise, car il n'avait pas été consulté. L'Exécutif jugea de son devoir d'annuler aussitôt cette décision, ce qui ne veut pas dire qu'il donne raison à l'opposition. Le Comité Exécutif partage le point de vue soutenu par la majorité du Parti. Nous refusons d'appeler cette opposition une opposition de gauche et nous ne voulons aucunement défendre sa politique, mais nous estimons que l'exclusion a été décidée trop hâtivement et que ce moyen extrême n'était pas encore le seul qui restait. Dans l'empirement du conflit, on a essayé de comparer les fautes commises par le groupe exclu avec celles de Lévi. Or, ce groupe était accusé d'avoir lancé un appel malgré la défense du Comité Central. C'est là, sans doute, un acte qui, du point de vue de la discipline communiste, n'est pas défendable. Mais comment comparer cette infraction à la discipline avec ce qu'a fait Paul Lévi ? Lévi a trahi la classe ouvrière au moment où on fusillait nos frères. Oui, à ce moment précis, Paul Lévi écrivait une brochure

où il défendait le gouvernement allemand. C'était une trahison, et la seule mesure possible était l'exclusion. La faute commise par les camarades tchéco-slovaques, tout en constituant une infraction à la discipline, n'était en rien une trahison. Nous devons à tout prix faire que ce groupe n'abandonne pas les rangs du Parti, sous la condition expresse, bien entendu, qu'il n'enfreindra plus la discipline et que les décisions prises seront respectées par eux. Il faut que nous ayons un Parti discipliné ; mais nous ne pouvons pas aussi légèrement exclure tout un groupe de travailleurs tant qu'il n'est pas certain qu'il n'y a plus moyen de s'entendre avec lui. Ce n'est pas le cas. Nous espérons que les camarades que nous avons convoqués se rendent bien compte que si l'Exécutif les invite, ce n'est pas pour leur crier : Bravo ! Ce n'est pas pour leur dire : vous pouvez fouler aux pieds la discipline. Pas du tout. Nous avons invité ces camarades pour essayer de les faire réintégrer et pour leur déclarer que la discipline est ce qu'il y a de plus sacré dans le Parti. Si apparaissait que ces camarades ne sont pas capables d'observer la discipline prolétarienne, alors plus rien à faire. Ce que le Congrès aura décidé sera une loi intangible pour ces camarades.

La situation s'exacerbe encore du fait qu'il y a en Tchéco-Slovaquie près de 600.000 chômeurs. La misère qui règne dans la classe ouvrière est épouvantable et les ouvriers sont très découragés. Les masses sont exaspérées. Il est très facile, dans ces conditions, de former en Tchéco-Slovaquie un groupe syndicaliste ou un Parti Communiste ouvrier, tchéco-slovaque cette fois. Et, sans doute, les camarades de cette tendance se rendent-ils compte de la situation. Ils savent qu'un groupement de ce genre est facile à former. Il surgira, végètera pendant six mois, fera du mal, prouvera son inanité politique. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusion sur la situation. Nous devons la voir telle qu'elle est. Dans un pays comme la Tchéco-Slovaquie, avec un chiffre si épouvantable de chômeurs, nous devons faire tous nos efforts pour empêcher la formation d'un Parti Communiste ouvrier. L'Internationale Communiste doit s'y opposer de toutes ses forces. Et j'espère qu'elle y réussira.

J'en viens maintenant à la question norvégienne. J'ai dit dernièrement que plus nous héritons d'éléments de l'ancien mouvement socialiste, et plus est pénible la naissance d'un Parti Communiste véritable. En Norvège, l'ancien Parti est demeuré presque entier et nous avons de grandes difficultés à vaincre. Je n'ai pas à le cacher. La question s'y présente de la même façon qu'en Angleterre. Il y a naturellement une grande différence. Mais les causes profondes sont les mêmes. Le Parti français souffre des traditions de l'ancien Parti. En Norvège aussi, de grandes traditions fédéralistes subsistent encore. L'organisation du Parti a été jusqu'à présent moulée sur celle des syndicats. A Halle déjà, j'en ai causé avec le camarade Kirre Grep, le chef du Parti norvégien, et avec d'autres camarades qui m'avaient déjà alors promis de réorganiser le Parti. Jusqu'à présent ils n'ont rien fait. On n'a même pas changé l'appellation du journal. L'organe du Parti norvégien porte encore aujourd'hui le nom de « *Social-démocrate* ». De même les organes de province s'appellent aussi « *Social-démocrate* ». Comme vous voyez, il est temps, en Norvège comme partout ailleurs, d'appliquer les décisions de l'Internationale.

Nous pouvons sans crainte déclarer que nous sommes un Parti Communiste. Et cependant il y a dans l'Internationale des Partis qui ne se sont pas encore débarrassés de la social-démocratie.

C'est facile à comprendre, puisque nous sommes nés de la 2^e Internationale, et que nous avons hérité de ses traditions, qui ne peuvent être éliminées d'un seul coup. Mais si nous n'y arrivons pas plusieurs années durant, il faut nous dire qu'il faut accélérer notre action. Dans les journaux du Parti norvégien vous trouvez des articles où par exemple des Scheidemanniens sont soutenus contre les communistes. En outre, nous y trouvons des restes de syndicalisme dans l'acception la plus mauvaise du terme. Le camarade Tranmael appartenait aux I.W.W. et il a gardé quelque chose des traditions syndicalistes. Il ne sait pas ce que c'est que la discipline. Dans un de ses articles il écrit par exemple : « La discipline, je ne peux pas supporter ce mot : il a quelque chose d'humiliant pour la conscience d'un homme libre ». Et ce sont des paroles qui appartiennent à un de nos camarades, qui cependant n'a rien d'un intellectuel de mauvais aloi, qui est un honnête, un excellent combattant, qui appartient corps et âme à la classe ouvrière ; cela prouve seulement que les traditions sont plus fortes que les hommes. Les traditions sont si fortes que nos meilleurs camarades norvégiens en ont subi le poids. Il existe là-bas un groupe d'académiciens apparentés à « Clarté » qui éditent aussi un journal, mais qui professent les principes mêmes du groupe de Lévi. Et contre un groupe de ce genre notre Parti n'entreprend rien. Il faut que cette année nous agissions avec beaucoup plus de décision. La minorité du Parti norvégien est représentée ici, et nous sommes plus que sûrs que nous réussirons à nous entendre, tout au moins avec la majorité, sur les mesures à prendre. Camarades norvégiens, vous devez vous rendre bien compte que l'Internationale ne peut pas laisser la situation dans l'état où elle est. Nous savons apprécier les bons côtés du mouvement norvégien. Il a vécu, il a cru en même temps que la classe ouvrière. Il y a des militants norvégiens qui appartiennent corps et âme à la révolution prolétarienne. Mais il faut à tout prix que le mouvement ouvrier se débarrasse des traits social-démocrates qui lui restent encore. Les camarades norvégiens doivent comprendre qu'ils n'ont pas encore un véritable Parti Communiste et qu'ils ne l'auront pas tant qu'ils n'auront pas mis fin à l'état de choses actuel.

J'en viens à la Pologne. La Pologne possède un grand Parti illégal. Le problème de la coordination de l'action légale et de l'action illégale est très important. L'expérience de ces dernières années a une fois de plus montré, à mon avis, que cette coordination n'est pas si simple que nous nous l'étions figuré. Les communistes russes avaient l'expérience de la révolution de 1905-1906. Notre pensée était que lorsque le mouvement légal est rendu impossible, il faut à tout prix coordonner l'action légale avec l'action illégale, la direction restant clandestine. Mais voilà que l'expérience de divers pays nous prouve que cette coordination n'est pas si facile à obtenir. En Pologne on a pu y arriver. Nous possédons là un Parti illégal qui est en même temps un Parti de masses. Nous n'y avons presque aucun foyer légal, à peine un germe de légalité. Ce qui a rendu possible la coordination de l'action légale avec l'action illégale, c'est que le Parti polonais a déjà fait une révolution : en 1905 il jouait déjà un rôle directeur dans la classe ouvrière et a déjà combattu au premier rang de la classe ouvrière. Il a fait ses preuves pendant la révolution. Mais dans d'autres pays, comme par exemple en Amérique, les difficultés sont bien plus grandes, car là-bas le Parti illégal n'a pas encore l'expérience d'une large action de

classe, et la direction clandestine n'y est pas encore connue. Les conditions de coordination de l'action légale et de l'action illégale y sont tout autres.

En Pologne, comme nous l'avons dit, il y a un Parti illégal de masses, un vieux Parti qui a un passé glorieux. Cependant, sur certains points, la manière de penser de l'Exécutif diffère de celle du Parti polonais. Ainsi dans cette question fondamentale qu'est la question agraire, de même que dans la question des nationalités et en partie dans celle du front unique. La question agraire est examinée par nos camarades polonais sous un angle spécial. Parmi nos camarades polonais régnait longtemps une conception de la question agraire qui, à mon avis, peut être appelée démodée, presque social-démocrate. Permettez que je vous rappelle à ce sujet le point de vue professé par le 2^e Congrès. Nous y avons avancé que, pour gagner au communisme les classes paysannes, il faut aborder le problème de la répartition des terres. A ce sujet les socialistes italiens faisaient aussi certaines objections. Les fascistes viennent de démontrer qu'ils savent très bien, dans un but démagogique, formuler un programme analogue quand ils croient pouvoir en tirer profit. La faute commise en l'occurrence par les camarades italiens nous a coûté cher. Elle peut nous coûter autant en Pologne et dans d'autres pays. Heureusement le Parti polonais commence à revenir sur son opinion et nous espérons que nous serons bientôt d'accord avec lui sur la façon de résoudre la question agraire et que bientôt nous élaborerons un programme de nature à conquérir les sympathies des classes paysannes. Le Parti Communiste est un parti ouvrier, cela ne doit pas signifier qu'il ne soutient que les revendications des ouvriers. C'est un Parti qui, tout en étant le porte-parole de la classe ouvrière, sait tout de même entraîner à sa suite tous les éléments opprimés, contre la bourgeoisie.

Des divergences d'opinion semblables ont surgi entre nous et les camarades polonais dans la question des nationalités. Nous espérons que ces dissensions disparaîtront comme les autres.

Pour ce qui est du front unique, une minorité du Parti polonais se prononce contre. Cela n'a d'ailleurs pas grande importance qu'une opposition de ce genre se soit fait jour dans un de nos Partis. Nous sommes plus que certains que le Parti polonais arrivera par lui-même à faire disparaître ces divergences d'opinion et que même elles ont déjà en partie cessé d'exister. Mais quoi qu'il en soit elles ont surgi, prouvant une fois de plus toute la difficulté de l'application pratique de la tactique du front unique.

Je ne m'arrêterai pas longtemps sur les pays balkaniques. Notre fédération balkanique fonctionne assez mal. Du reste cette fédération n'existe pour ainsi dire pas. Elle n'a pas de réunions régulières. Il faut insister pour que la fédération balkanique devienne plus solide et que le Parti bulgare accorde à cette question une attention plus marquée.

Deux mots sur la Roumanie. Nous estimons qu'il est de notre devoir de déclarer aux camarades roumains, en présence de tout le Congrès, qu'ils ont fidèlement accompli leur devoir, en dépit de toutes les persécutions auxquelles ils ont été en butte. Vous savez que le Congrès des communistes roumains a été incarcéré tout entier, et dirigé de la salle du Congrès en prison. Un certain nombre de militants ont été fusillés, quelques autres sont encore en prison ; les social-démocrates doivent

endosser l'opprobre d'avoir soutenu la bourgeoisie contre les communistes. D'autant plus grand est le mérite de nos amis roumains, qui, en dépit de ces circonstances, n'ont pas lâché la bannière de l'Internationale Communiste et ont fidèlement rempli leur devoir.

En Yougo-Slavie, nous avons à triompher d'une crise. Le problème de l'action légale et illégale s'y pose également. Il n'a pas encore été résolu. De grandes difficultés sont à vaincre. Mais nous pouvons voir que la Yougo-Slavie ne cesse de progresser. Un nouveau mouvement a commencé dans les syndicats et nous espérons que notre Parti reprendra des forces. Quant aux divergences qui peuvent surgir entre nous et le Parti yougo-slave, une commission les examinera.

En Angleterre, dans ce pays d'une extrême importance, le développement de notre Parti est extrêmement lent. On peut dire que dans aucun pays le mouvement communiste ne se développe aussi lentement qu'en Angleterre. La question de l'entrée de notre Parti dans le Labour Party est décidée actuellement de façon positive. Notre Parti a résolu d'adhérer au Labour Party. L'Exécutif aura à l'avenir, me semble-t-il, à accorder à l'Angleterre beaucoup plus d'attention que jusqu'à présent. Il faut commencer par étudier l'Angleterre. Les causes de cette lenteur nous sont encore inconnues. En général, l'Angleterre n'est pas un pays de grandes organisations de masses. Vous savez que le Parti Communiste anglais n'a pas un grand nombre de membres. Rien de commun avec l'Allemagne. Vu la quantité de chômeurs et l'extrême misère du prolétariat, le développement du communisme anglais est étonnamment lent. C'est une stagnation et il faut à tout prix que nous concentrions toute notre attention sur le mouvement anglais.

Nous avons également délégué un camarade en Amérique. Il y est resté assez longtemps, et il faut que nous étudions ce qu'il nous a rapporté sur le mouvement américain. La plus grande difficulté du mouvement américain consiste toujours dans le problème de la liaison entre l'action légale et illégale. La situation y est tout autre qu'en Pologne, qu'en Yougo-Slavie, en Finlande et en Lettonie, où nous avons eu une révolution et où les chefs de la classe ouvrière ont déjà combattu et sont connus dans les milieux ouvriers. En Amérique, la situation est tout autre : il y a là-bas un grand mouvement syndical et un Parti Communiste divisé en fractions. Aussi le problème américain est-il des plus ardues et exige-t-il une étude approfondie.

En Autriche, notre Parti, malgré les difficultés auxquelles il s'est heurté, a fait de sensibles progrès.

En Hongrie, la situation est déplorable. Je vois ici beaucoup de camarades qui ont très énergiquement combattu dans la lutte de fractions et, par là, ont très énergiquement contribué à empirer la situation. Qu'ils me permettent de les juger devant l'Internationale. Un grand nombre de camarades qui, dans la révolution, ont assumé un rôle prépondérant, et dont le passé est plein de mérites, ont fait maintenant tout le possible et même l'impossible pour gâter la situation et nuire à l'Internationale Communiste. L'Exécutif a déjà pris des mesures énergiques pour mettre fin à ces conflits intestins. Je ne veux pas de mal à l'émigration. Nous savons tous et l'histoire nous le confirme, que l'émigration peut, en beaucoup de cas, être fort utile. Il se peut, par exemple, que le Parti italien soit, pour quelque temps, obligé à une émi-

gration. Nous avons souvent été portés à dire que l'émigration était nécessaire. Mais il y a émigration et émigration. Il y a des émigrations qui, après la défaite d'une révolution, ont un grand labeur à faire. Mais nos camarades hongrois ont forcé la mesure, ils ont exagéré leur émigration. Je pense que le 4^e Congrès leur dira avec sévérité et énergie qu'à aucun prix nous ne voulons voir se répéter ce à quoi nous avons déjà assisté ou quoi que ce soit d'approchant. Il y a quelques semaines, 170 communistes furent, un beau matin, arrêtés. Bien que là-bas le mouvement communiste parmi la classe ouvrière soit en progression, la situation du Parti est cependant aussi mauvaise que possible. Notre devoir et notre obligation consistent, au moment où le mouvement ouvrier est en progrès, où des centaines de nos camarades sont arrêtés par la bourgeoisie, à mettre fin aux émigrations et à former un véritable Parti illégal.

Soit dit en passant, en Hongrie il sera beaucoup plus facile d'établir une liaison entre l'action légale et l'action illégale, parce que les communistes y ont des traditions solides.

Au Japon existe un Parti peu nombreux qui, avec l'assentiment de l'Exécutif, s'est uni aux meilleurs éléments syndicalistes. Le Parti japonais est bien jeune, mais c'est un noyau d'importance et il faut maintenant qu'il s'élaboré un programme. Le Congrès des Partis et peuples extrême-orientaux, tenu à Moscou, présente une importance particulière pour le Japon, car c'est ici que se sont rencontrés pour la première fois les principaux militants du mouvement japonais.

Dans les Indes, nous avons obtenu des résultats considérables. Je puis dire que le travail fourni par nos camarades au cours de ces derniers mois a été couronné de succès. Le camarade Roy édite avec un petit groupe d'amis un journal qui a pu être introduit aux Indes. Nos camarades sont arrivés, par ce journal et par une propagande dans les syndicats, à rassembler les éléments communistes des Indes. J'estime que c'est un progrès très important.

Outre cela, nous avons fondé dans le courant de cette année des noyaux plus ou moins sûrs en Turquie, en Chine et en Egypte. Naturellement, il ne faut pas se faire d'illusions, ce sont de très petits noyaux, mais néanmoins, c'est un pas en avant et il faut que nous aidions les camarades de deux façons. D'abord, il faut élargir le cercle du mouvement prolétarien ; en second lieu, il faut que l'avant-garde du mouvement émancipateur marche décidément contre la bourgeoisie.

Des mesures ont été prises avec fruit en Australie et dans d'autres pays encore.

Il faut que je vous parle de l'I. S. R. Comme vous le savez, camarades, dans le courant de 1921, il s'est manifesté au sein de l'un de nos meilleurs Partis, du Parti allemand, un courant hostile à l'I. S. R. On a chaudement discuté la question de savoir s'il ne serait pas préférable de la dissoudre. C'était l'influence de Lévi qui se faisait sentir, mais les lévistes n'étaient pas les seuls à y être soumis. C'a été un moment très dangereux pour l'I. S. R. Il va de soi que l'Exécutif a jugé de son devoir de combattre le courant liquidateur. L'I. S. R. ne saurait en aucune façon être traitée en avorton.

Actuellement, ce courant a cessé en Allemagne et, je l'espère, dans les autres pays. L'I. S. R. est en train de se remettre. Sans être prophète, on peut dire que l'I. S. R. prendra dans le courant de ces prochaines années, sinon de ces pro-

chains mois, un grand essor et obtiendra de grands résultats. Comme vous le savez, les gens d'Amsterdam veulent accélérer la scission. En France, ils l'ont achevée, en Tchéco-Slovaquie aussi. C'est l'Allemagne, maintenant, qui est à la veille de la scission syndicale. Notre devoir, et celui de l'I. S. R., est de combattre par tous les moyens cette scission. Nous avons besoin de l'unité dans le mouvement ouvrier, autant qu'Amsterdam a besoin de scissions. Plus nous aurons d'influence sur les syndicats, et plus les gens d'Amsterdam voudront les scinder. Il faut donc que nous les combations de toutes nos forces. A cet effet, nous devons nous organiser et trouver des moyens de défense. Quels seront ces moyens ? Nous en parlerons spécialement. Mais s'ils nous forcent à nous organiser isolément, comme ils nous y ont forcés en France et en Tchéco-Slovaquie, et comme ils veulent nous y forcer en Allemagne et dans les autres pays, il nous faut proclamer que les syndicats rouges nés de cette scission verront le jour avec le cri de l'unité aux lèvres. Oui, le premier cri de nos syndicats nouveau-nés, de nos syndicats d'exclus, devra être : unité, unité syndicale.

Les camarades tchèques, allemands et autres doivent, lorsqu'ils sont obligés de constituer un syndicat rouge, lancer, comme premier mot d'ordre : unité, lutte pour l'unité du mouvement syndical. Dans la seconde partie de mon discours, j'en parlerai avec plus de détails.

Notre mouvement a fait des progrès considérables dans les coopératives et dans les Jeunesses. Je voudrais ajouter quelques mots sur l'Internationale des Jeunes. L'alignement de l'Internationale des Jeunes sur Moscou a continué. Nos craintes n'étaient pas fondées : les Jeunes ont bien travaillé. Nous devons constater, il est vrai, dans certains pays, un peu de relâchement, et c'est un symptôme inquiétant. En Allemagne, les Jeunesses ont traversé des moments difficiles, dans d'autres pays du reste aussi. C'est là un symptôme de la situation générale difficile de la classe ouvrière. Mais, malgré tout, l'Internationale des Jeunes reste l'avant-garde de l'Internationale Communiste. Après ce Congrès, nous en aurons un autre des Jeunes, auquel nous devons accorder la plus grande attention. Des méthodes nouvelles sont nécessaires pour assurer la victoire de nos organisations de Jeunes. Mais nous devons conquérir les masses. La fusion des Internationales 2 et 2 1/2 nuira considérablement aux social-démocrates, surtout sur le terrain du mouvement des Jeunesses. Il faut pénétrer les masses, devenues quelque peu apathiques. Nous aurons bientôt le moyen d'y arriver.

Tel est l'aperçu de nos travaux de ces quinze mois. Nous avons certes commis bien des fautes, et vous nous ferez subir votre critique.

Nous devons dire franchement si nous voulons respecter les 21 points. Nos camarades de France, par exemple, ont critiqué le paragraphe 9, en vertu duquel Fabre a été exclu. Je ne sais s'il se trouvera un seul camarade qui pourra dire que nous avons mal agi sur ce point. Cette exclusion était absolument nécessaire. Mais des camarades français l'ont critiquée. Ils ont dit que nous n'avions pas le droit, que nous interprétions trop largement l'article 9. Le Congrès dira si nous avons eu raison.

Encore une autre question : l'Exécutif a décidé que les Congrès nationaux devront se tenir, en règle générale, après le Congrès mondial. On peut admettre des exceptions. Je ne chercherai pas à savoir si la mesure était absolument nécessaire. Mais quel était son sens ? Le voici : nous voulons

un Parti mondial centralisé, nous voulons être un Parti centralisé. Nous voulons que le Congrès mondial soit vraiment l'autorité décisive pour tous les Partis. Nous ne voulons pas que l'Internationale Communiste soit une Tour de Babel. Ce point de vue a été vivement critiqué en France. Or, qu'est-ce que l'exemple français nous a montré ? Si le Congrès s'était tenu plus tôt et si nous en avions décidé ainsi, qu'en serait-il résulté ? Comme je vous l'ai dit, je ne m'opposerai pas à ce que vous modifiiez cette décision. Mais le sens en est que nous devons rester une organisation mondiale centralisée. Nous avons trop négligemment appliqué les 21 conditions, et si vous nous le rapprochez, vous aurez parfaitement raison. Il faut exécuter bien plus rigoureusement que jusqu'à présent les 21 points.

Nul n'a le droit de dire que nous n'avons rien fait. L'Internationale Communiste n'existe que depuis trois années et demie. Camarades, c'est un intervalle trop court pour organiser des Partis Communistes dans tout l'univers. Le malheur n'a pas été dans notre négligence ; il eût été plus grand si nous avions considéré les 21 points comme un chiffon de papier. Mais le Congrès dira qu'il est là pour appliquer les 21 points. Nous devons faire en sorte d'être un Parti mondial vraiment international. Ce fut jusqu'à présent notre principe : il faut que ce soit un fait.

J'ai fini mon rapport sur l'activité de l'Exécutif pendant les quinze derniers mois. Je parlerai plus tard sur la tactique.

KOLAROV. — D'accord avec toutes les délégations, la séance sera close pour ce soir ; la prochaine séance aura lieu demain, à 11 heures précises. Je préviens les camarades que la séance sera ouverte à 11 heures précises, quel que soit le nombre des délégués présents. Aussi faut-il s'arranger pour arriver ici au moins une demi-heure avant l'ouverture.

(La séance est levée à 22 h. 35.)

VIENT DE PARAÎTRE

René MARCHAND

LA CONDAMNATION D'UN RÉGIME

DE LA "VANITÉ MALADIVE DE M. POINCARÉ"
A LA "TUERIE MONDIALE"



UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 30

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

Troisième Séance (10 Novembre)

Suite du Rapport de l'Exécutif.

Débats : la gauche tchéco-slovaque ; la situation en Allemagne

Orateurs : Zinoviev, Bordiga, Radek, Weithauer, Ernst Meyer, Ruth Fischer, Neurath

La séance est ouverte à 11 h. 30 sous la présidence de Koralov.

ZINOVIEV. — Camarades, j'espère que mes thèses sur la question sont déjà distribuées ou le seront incessamment. Je me bornerai à les commenter.

Nous avons à examiner les points suivants : la situation économique internationale, la situation politique internationale et la situation au sein des mouvements ouvriers.

En ce qui concerne la première question, je pense qu'il n'est pas nécessaire d'entreprendre ici une révision radicale de ce que nous avons résolu au 3^e Congrès. Dans mes thèses, je propose que le 4^e Congrès confirme simplement les thèses développées par Trotsky et Varga au 3^e Congrès sur la situation économique mondiale. Nous pouvons et nous devons constater que le cours des événements pendant ces quinze derniers mois a confirmé ces thèses ; il a été tel que nous l'avions prévu dans ses grandes lignes. Nous avons il est vrai une amélioration passagère en Amérique, en Angleterre, au Japon et en France, peut-être aussi dans d'autres pays ; mais il apparaît nettement que ce relèvement n'est qu'un phénomène passager ; le camarade Varga a raison, dans sa dernière brochure, de caractériser la situation comme l'ère du déclin du capitalisme. Ce à quoi nous assistons actuellement n'est pas une des crises périodiques du capitalisme, mais bien la crise du capitalisme, le crépuscule, la désagrégation du capitalisme. La situation économique mondiale reste ainsi ce qu'elle était, malgré quelque amélioration dans certains pays. Le capitalisme ne peut pas sortir de cette impasse. Le seul salut de l'humanité, le seul salut des forces productives, c'est la révolution socialiste. Dans ce sens, le diagnostic reste entièrement ce qu'il était. Nous pouvons tranquillement répéter ce que le 3^e Congrès avait dit : La situation objective reste révolutionnaire. Le capitalisme ne peut pas trouver en lui-même des forces suffisantes pour sortir de la crise fatale.

Passons à la situation politique internationale. Voici ce que nous constatons : les oppositions d'intérêt deviennent chaque jour plus vives ; ici aussi la situation internationale reste objectivement révolutionnaire. Au cours de ces quinze derniers mois, la désagrégation de l'Entente progresse à pas de géant. Nous avons assisté à ce qu'on pourrait appeler une véritable liquidation de la paix de Versailles sous diverses formes, et qui continue encore aujourd'hui. Le pacifisme bourgeois, qui avait son chef le plus éminent en la personne de Lloyd George, a fait complètement faillite. Les conférences de Gênes et de La Haye ont scellé cette faillite. La campagne électorale qui se déroule actuellement en Angleterre dénote dans les partis bourgeois un manque d'idées inouï. Cette lutte entre les anciens partis bourgeois dans le pays classique du capitalisme prouve qu'il n'y

reste plus aucune trace de principe. C'est un déclin intellectuel total. C'est une rivalité de coteries, qui ne fait que souligner ce qui était déjà clair : le pacifisme bourgeois a fait faillite et les partis bourgeois ne sont plus capables de participer à de grandes joutes d'idées.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux, qui sont parmi les facteurs les plus importants de ce processus que nous pouvons caractériser comme le processus de la révolution mondiale, ont porté la lutte à un niveau très élevé. Durant cette période, dans les pays opprimés, malgré toutes les mesures des gouvernements impérialistes, le mouvement libérateur progresse : je ne pense pas soulever ici de discussions en disant que ce mouvement, s'il n'est pas socialiste et communiste, est néanmoins en fait anticapitaliste. Les grands mouvements auxquels nous avons assisté au cours de ces derniers temps dans les Indes, et dans les autres colonies ou pays semi-coloniaux ne sont nullement communistes ; mais au point de vue objectif, ils ont une valeur très importante comme facteurs dirigés contre le régime capitaliste.

Que signifient les événements italiens ? Ne constituent-ils pas une atteinte inouïe à la démocratie bourgeoise ? L'Italie n'était-elle pas un des pays de cette bienheureuse démocratie ? L'assaut fasciste n'est pas seulement un coup porté à l'idée monarchiste, il entame aussi l'idée de la démocratie bourgeoise. Non seulement, le monarque italien a souffert dans son prestige parce qu'une bande irresponsable l'a en réalité politiquement supprimé, mais tout le régime de la démocratie bourgeoise a été ébranlé. Nous devons bien comprendre que les événements d'Italie ne sont pas un phénomène. Inévitablement, nous les verrons, sous une autre forme peut-être, dans d'autres pays. Si les fascistes se maintiennent en Italie, comme il semble vraisemblable pour l'avenir le plus proche, il est absolument certain que des événements analogues se produiront en Allemagne, peut-être dans toute l'Europe centrale. Une victoire du gouvernement Stinnes en Allemagne ne serait pas dans la forme entièrement identique à ce que nous voyons en Italie. Mais dans le fond ce serait un phénomène absolument de même nature.

Ce qui se passe actuellement en Autriche, c'est également une situation très voisine du coup d'État italien. Et c'est également un attentat contre la démocratie bourgeoise, que défendent en Autriche non seulement les partis bourgeois et la seconde Internationale, mais aussi l'Internationale 2 1/2.

En Tchéco-Slovaquie des préparatifs se font pour un bouleversement contre-révolutionnaire. Inutile de parler de la Hongrie. Les fascistes y font des élèves.

Dans les pays balkaniques, surtout en Yougoslavie, nous nous trouvons aussi en présence de phénomènes analogues à ceux d'Italie. Nous devons voir la situation comme elle est. Peut-être cette période ne durera-t-elle pas très longtemps,

mais ce sera une période d'épreuves pour nos Partis Communistes. Il est peut-être inévitable que nous subissions une époque de bouleversements plus ou moins fascistes dans toute l'Europe centrale, et du même coup une période d'illégalité pour nos partis. Le Comité Exécutif a déjà, il y a quelques mois, averti plusieurs de nos Partis les plus importants, par l'intermédiaire de camarades spécialement envoyés à cet effet, d'avoir à se préparer à une période illégale comme celle qui vient en Italie. La situation politique actuelle, au moment du 4^e Congrès mondial, confirme malheureusement ces prévisions. Nous devons nous rendre compte du danger ; cela ne veut pas dire qu'il se produira un temps d'arrêt dans la révolution mondiale. Au contraire, rien ne favorise davantage l'esprit révolutionnaire. Ce processus ne se développe pas suivant une ligne droite. Il peut comporter divers épisodes. Les événements d'Italie sont un acte de la contre-révolution. Mais si on les considère avec la perspective voulue, ils sont un épisode dû à ce que la situation devient plus critique et à ce que la révolution prolétarienne mûrit dans ce pays. On peut en dire autant du mouvement prolétarien dans beaucoup d'autres pays importants.

Ainsi, en général, la situation politique internationale est devenue dans ses grandes lignes plus critique. Le 3^e Congrès mondial avait entièrement raison, lorsqu'il disait que nous n'avons pas d'équilibre stable en Europe capitaliste et lorsqu'il faisait remarquer que des événements de grande importance, des conflits parlementaires, des grandes grèves, etc., pouvaient très facilement entraîner une lutte révolutionnaire. Le tableau que nous avons esquissé très superficiellement devant vous prouve que ce diagnostic était absolument exact. La situation politique internationale devient de plus en plus critique ; et les événements récents des Balkans sont à ce point de vue très remarquables. Considérés dans leurs rapports avec la guerre gréco-turque, ils signifient que le spectre d'une nouvelle guerre fut à un certain moment très proche. Il a été alors plus visible que jamais. C'était comme la répétition d'une nouvelle guerre mondiale. Au moment où je vous parle, il y a une nouvelle complication, qui peut facilement en amener de plus grandes. Pour autant qu'on peut se rendre compte de la situation, la guerre sera encore cette fois-ci évitée. Mais les événements auxquels nous avons assisté par suite de la situation dans les Balkans donnent en petit une idée de ceux qui viendront et qui doivent venir, si la révolution sociale ne les prévient pas et n'enlève pas aux Etats bourgeois la possibilité d'organiser une nouvelle guerre.

Ainsi, la situation reste incertaine comme auparavant. Le déclin du régime capitaliste, dans le domaine de la politique pure, doit aussi être signalé. En même temps, nous voyons un renforcement, inconnu jusqu'à ce jour, dans la position politique de la Russie, l'unique Etat révolutionnaire qui tient depuis déjà cinq ans.

Nous parlerons plus en détail de la nouvelle politique économique lors de l'examen de la question russe. Je ne veux pas entamer ce sujet ; je veux seulement insister sur ce que je disais déjà au début de mon exposé. Nous sommes arrivés à la conviction que la nouvelle politique n'est pas un hasard produit par la faiblesse de certains de nos Partis Communistes. Elle est quelque chose de bien plus grand. Vous avez raison quand vous dites : « Si la Russie a dû recourir à une nouvelle politique économique, c'est parce que les ouvriers allemands, français et anglais sont trop faibles pour abattre leur bourgeoisie. C'est exact,

mais cela ne suffit pas à expliquer la situation. Nous sommes persuadés maintenant que non seulement notre pays avec sa population surtout paysanne, mais également tous les pays ou presque tous, même ceux qui possèdent une nombreuse population prolétarienne, devront passer par cette phase. La nouvelle orientation économique n'est pas seulement la conséquence de notre faiblesse ou de celle du prolétariat mondial ; elle se base sur une conception exacte de la proportion des forces entre les paysans et les petits-bourgeois d'une part, et les nôtres d'autre part.

Certainement, la classe paysanne, dans un pays comme la Russie, est tout autre qu'en Allemagne. Mais néanmoins, même en Allemagne et dans les autres pays de capitalisme évolué où existe un nombreux prolétariat industriel, il faudra que la classe ouvrière, au moment décisif, adopte tout un système de mesures tendant à neutraliser la partie de la classe paysanne qui sera le facteur décisif. Elle devra ainsi prendre les mêmes dispositions que nous. Nous devons, comme il a été dit déjà, reparler de ces choses lors de l'examen de la question russe.

Quand nous considérons la situation politique mondiale, nous devons absolument envisager la République des Soviets, qui en est un facteur de première importance. Au moment où l'Entente s'écroule, où les pays coloniaux et semi-coloniaux se réveillent, où le spectre de la guerre surgit dans les Balkans, où l'équilibre du monde bourgeois est ébranlé, la Russie des Soviets se consolide sous une nouvelle forme économique. C'est pour cela qu'elle est un facteur immense de la politique mondiale. L'étoile de la première République prolétarienne brille d'un éclat de plus en plus vif. De là une situation qui, objectivement parlant, est révolutionnaire.

L'offensive du capital est un phénomène international, un facteur agissant révolutionnairement. La classe ouvrière n'a pas encore réussi à l'arrêter. Les symptômes sont nombreux en France et ailleurs qui annoncent un changement. Les ouvriers se défendent de plus en plus. Ils repoussent l'offensive patronale.

Je passe maintenant à la situation au sein des mouvements ouvriers.

A ce point de vue, l'événement le plus important est la fusion des Internationales 2 et 2 1/2, qui sera à bref délai un fait accompli. En Allemagne, cette fusion est déjà achevée ; hier, nous avons été informés qu'une fusion semblable s'était produite en Suède. Branting a accepté les social-démocrates de gauche dans son Parti. Ce qui s'est produit en Suède et en Allemagne se répétera ailleurs. La fusion, il est vrai, n'est pas encore terminée au point de vue organisation, mais au point de vue politique elle est acquise. C'est un événement d'une grande importance historique. La deuxième Internationale est l'ennemie de la classe ouvrière. Je n'ai pas besoin de montrer ici en détail que c'est l'Internationale 2 1/2 qui se fonde dans la seconde et non le contraire. Si néanmoins cela est nécessaire, je pourrais vous lire une citation de Martov ; c'est un des chefs des plus intelligents de l'Internationale 2 1/2, et qui au point de vue intellectuel dépasse beaucoup de ses semblables. Dans le dernier numéro de sa revue *Le Courrier Socialiste*, Martov écrit ce qui suit :

« Pas d'illusions ! La fusion mécanique des deux Internationales dans les circonstances actuelles, c'est le retour au sein de la 2^e Internationale réformiste des partis qui en étaient sortis avec

l'espoir de créer une tout autre Internationale. C'est la défaite de ces partis. »

Ainsi, Martov exprime nettement son opinion. Certainement il trouve finalement une consolation pour l'Internationale 2 1/2 : « Nous défendrons le marxisme au sein de la 2^e Internationale », dit-il. Mais il avoue le retour à la seconde Internationale, il avoue la défaite formelle de l'Internationale 2 1/2.

Nous aurons donc affaire à une ligue des Internationales réformistes ; cette coalition accélérera de beaucoup la scission au sein de la classe ouvrière. Nous aussi, nous devons dire : la fusion des Internationales 2 et 2 1/2 signifie actuellement deux choses :

1^o C'est la préparation de la terreur blanche contre les communistes. Les coups d'Etat fascistes, les gouvernements à la Stinnes, sont une conséquence de la situation politique mondiale. La fusion des Internationales 2 et 2 1/2 prépare une scission de la classe ouvrière comme on n'en a point connu jusqu'à maintenant. En ce qui concerne la première de ces Internationales, nous n'aurons pas beaucoup de temps à perdre pour nous convaincre que cette fusion prépare une période de terreur blanche contre les communistes. Ce n'est pas un simple hasard si actuellement le mouvement contre-révolutionnaire en Italie, à la tête un Mussolini, c'est-à-dire un renégat de la 2^e Internationale, un ancien social-démocrate ; ce n'est pas non plus un hasard si en Allemagne, à la tête du Gouvernement se trouvent un Elbert et un Noske, en Pologne, un Pilsuski. Ce n'est pas une simple coïncidence si dans les pays comme l'Angleterre et l'Allemagne, le rôle de la 2^e Internationale est décisif. En Allemagne, si les syndicats passaient du côté de la classe ouvrière, la situation changerait radicalement. Ainsi, pas d'illusions ! La fusion n'est rien de moins que la préparation d'artillerie de la terreur blanche contre les Partis Communistes ;

2^o Cette Union aura pour suite la scission de la classe ouvrière. Nous intervenons actuellement et non sans raison pour l'unité syndicale. Les réformistes s'aperçoivent clairement que le terrain fuit sous leurs pas. Au point de vue historique, c'est inévitable. Il est inévitable que ces syndicats passent entièrement entre les mains des communistes ; c'est le sens de l'évolution. Nos adversaires le pressentent. Ils ont du flair. Ils voient l'inévitable. Ils voient que l'influence des communistes et en général des mouvements révolutionnaires croît de plus en plus dans la classe ouvrière. Ils s'en rendent compte instinctivement et ils tentent de se défendre. Ils agissent comme si la bourgeoisie leur avait donné l'ordre formel de briser les syndicats. Ils les démolissent, avant d'être obligés de s'en aller. Je ne prétends aucunement que cet ordre formel ait été donné. La politique n'est pas si simple, Stinnes ne donne pas des ordres directs par écrit aux chefs syndicaux. Mais tout se passe comme si l'ordre de la bourgeoisie avait été donné : avant que les chefs socialistes abdiquent, ils devraient, selon elle, briser les syndicats. En sortant de ceux-ci ils veulent faire claquer les portes derrière eux de manière à briser les vitres. Voilà de quoi il s'agit.

Comme je l'ai déjà dit, on ne sait pas quand ce processus se terminera ; durera-t-il des années ou des mois ? Mais historiquement, il est absolument inévitable, et nos pontifes de la 2^e Internationale s'en rendent compte. C'est pour cela que vous pouvez observer partout cette préparation non déguisée de la scission au moment où ils sentent la majorité passer de notre côté. Ils veulent

lent affaiblir la classe ouvrière et les syndicats ; ils veulent les détruire, afin que, quand nous les aurons conquis, nous ne trouvions plus que des ruines. C'est une trahison, sans égale jusqu'à présent, au profit de la bourgeoisie. Même la trahison de 1914 était peut-être moindre. Elle se prépare d'une manière tout à fait méthodique. On veut désagréger la classe ouvrière, afin qu'au moment où elle voudra résister à la bourgeoisie, elle se trouve sans force organisée, affaiblie, fractionnée, scindée. Voilà le sens de la fusion des Internationales 2 et 2 1/2.

La scission actuelle n'est pas un épisode ; il ne s'agit pas d'un détail, mais d'un problème très important. Malgré toutes nos erreurs, malgré la trahison des chefs, malgré toutes les défaites, la classe ouvrière avait réussi à conquérir une immense organisation, des syndicats groupant des millions d'ouvriers. Cette organisation jouera un jour un rôle décisif : lorsque ce jour approche, la seconde Internationale, d'accord avec les gens d'Amsterdam, commet la plus grande trahison envers la classe ouvrière. Elle veut briser cette dernière organisation, ce dernier rempart de la classe ouvrière afin que le jour où nous remplacerons les social-démocrates, nous n'ayons plus rien à prendre et que nous restions sans véritable organisation. C'est là un fait très important, dont nous devons tenir compte. Les social-démocrates et les Amsterdambistes sont condamnés à être les scissionnistes professionnels de la classe ouvrière ; ils sont voués non seulement à trahir les ouvriers, à nuire à la politique de leur classe, mais à briser directement son arme, son organisation. Toute la politique des Internationales 2 et 2 1/2 qui sont maintenant fusionnées se pénétrera de cette mission dans le plus proche avenir, c'est un fait nouveau à considérer. C'est pour cela, camarades, que notre tactique du front unique n'est pas seulement une stratégie dirigée contre nos ennemis. Certainement, nous avons parfaitement le droit et le devoir d'élaborer des plans stratégiques contre nos ennemis ; mais le front unique est la conséquence de toute la situation historique, de toute la situation du capitalisme, tant au point de vue économique qu'à celui de la politique mondiale : il est aussi une conséquence de la situation au sein du mouvement ouvrier. Si ce que je vous ai dit de la politique des Internationales 2 et 2 1/2 est vrai, s'il est vrai qu'elles préparent pour l'avenir une tactique de scission consciente, méthodique dans les syndicats et dans la classe ouvrière, notre tactique du front unique en découle inévitablement ; c'est aussi pour cela, pour ces raisons et pour beaucoup d'autres encore, que nous devons commencer méthodiquement à combattre ce plan de la 2^e Internationale. C'est justement en quoi consiste la tactique du front unique.

Nous nous étions proposé, au 3^e Congrès, de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Y sommes-nous arrivés ? Non, pas encore. Nous devons le dire franchement. L'influence de notre Parti a énormément augmenté dans beaucoup de pays ; pourtant, nous ne pouvons pas dire à notre 4^e Congrès, peut-être même ne pourrions-nous pas le dire au cinquième, que nous ayons conquis la majorité de la classe ouvrière. Nous avons encore fort à faire pour cela. La tactique du front unique est notre arme la meilleure. Encore une fois, la tactique du front unique n'est pas un épisode ; elle vaut pour toute une période, peut-être pour toute une époque. Nous devons peut-être, dans diverses circonstances, la modifier ; mais, dans les grandes lignes, nous devons la suivre, précisément parce que la seconde Internationale

est notre ennemi principal, l'appui essentiel de la bourgeoisie.

Au point de vue économique, le capitalisme est mûr pour le socialisme. La situation politique mondiale peut être caractérisée comme révolutionnaire. La 2^e Internationale est le dernier rempart de la bourgeoisie. Sans son aide et sans celle de l'Internationale d'Amsterdam, la bourgeoisie ne pourrait plus tenir. C'est pourquoi notre attitude envers la 2^e Internationale n'est pas seulement une question de politique intérieure du Parti : c'est tout le problème de la révolution mondiale, toute la tactique de notre classe. Et si, comme je l'ai signalé ici, les deux Internationales coalisées travaillent directement à la scission, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière en contrecarrant systématiquement cette manœuvre par la tactique du front unique. C'est là, comme je l'ai dit, non pas un épisode, mais toute une époque.

Nous avons déjà tiré profit de cette tactique. Au cours de cette dernière année, elle nous a déjà apporté de grands avantages. Nous ne devons pas perdre cela de vue. Mais il ne faut pas en conclure que nous ayons déjà conquis la majorité. Si cela était, tout serait presque gagné. Mais, néanmoins, nous avons déjà gagné beaucoup, ceci notamment que la classe ouvrière ne considère plus les Partis Communistes comme des fauteurs de scission, mais en accuse nos ennemis. Auparavant, les ouvriers étaient d'une autre opinion là-dessus. Cette conception pouvait ne pas être entièrement dépourvue de fondement. Il fut un temps où, pour défendre les intérêts des ouvriers en tant que classe, nous devions provoquer la scission au sein de l'ancien Parti Social-démocrate. Nous aurions trahi la classe ouvrière si nous n'avions pas agi ainsi. A une certaine époque, cela était nécessaire pour pouvoir dire la vérité à la classe ouvrière, chose impossible au sein de l'ancien Parti Social-démocrate. Il fallait donc briser ce Parti, donner un point de ralliement d'où pourrait repartir un mouvement prolétarien libérateur : c'est pour cela que nous créâmes le Parti Communiste. Il y eut donc un moment où nous dûmes nous exposer à cette appellation de Scissionnistes. Oui, nous avons dû provoquer la scission au sein des Partis Social-démocrates, il ne pouvait pas en être autrement ; sans cela, nous n'aurions pas pu réunir nos forces, nous n'aurions pas pu organiser l'instrument qui servira à la libération de la classe ouvrière.

Mais un nouveau chapitre de l'histoire a commencé. Nous avons à présent des Partis Communistes avec des survivances social-démocrates, des affections, des maladies infantiles et toutes sortes d'autres maladies dont nous devons absolument nous guérir. Mais, maintenant, il s'agit de gagner la majorité des ouvriers, de sauver les syndicats, qui constituent la meilleure arme du prolétariat mondial. Voilà pourquoi la tactique du front unique s'impose. Je crois, camarades, que là-dessus nous n'aurons pas grands débats à ce Congrès. En France, les derniers des mohicans adversaires du front unique ont déposé les armes. Ce ne sont pas seulement les communistes qui, en France, se sont ralliés à cette tactique, mais aussi la grande majorité des syndicalistes. Hier, nous avons eu une conversation très rapide avec nos amis de la C. G. T. U. Lorsque nous leur avons demandé : « Êtes-vous toujours contre le front unique ? », ils nous ont répondu brièvement : « C'est nous qui faisons maintenant le front unique ». Et celui qui suit la situation en France sait très bien qu'on y

applique, en effet, la tactique du front unique, aussi bien chez les centristes qu'à la C. G. T. U. ; et, d'ailleurs, il n'en saurait être autrement. Les nécessités de la lutte quotidienne du prolétariat ont rallié au front unique tous ceux qui veulent défendre les intérêts de la classe ouvrière sur le terrain économique et politique. C'est là un succès considérable qui montre que nous avons réussi à rassembler nos rangs et que nous pourrions appliquer systématiquement notre tactique.

Que doit être et que ne doit pas être le front unique ? Il ne doit, en aucun cas, être ce que les Français appellent une combinaison électorale. Nous avons fait une enquête sur l'application de la tactique du front unique, et cette enquête a donné des résultats : nous avons reçu 300 à 400 réponses, non seulement des organes centraux de notre Parti, mais aussi de camarades qui militent au milieu de la classe ouvrière, qui travaillent parmi les masses. Cette enquête est dépouillée en ce moment et nous donnera probablement la matière d'une brochure, car elle en vaut la peine. Elle a montré qu'il y a encore beaucoup de confusion dans les têtes de nos camarades en ce qui concerne la tactique du front unique. Comme nous venons de le dire, cette tactique ne doit pas être une combinaison électorale, ni surtout une alliance organique avec la social-démocratie. Les réponses des partis italien et français prouvent que, pour beaucoup de camarades, nous sommes prêts à conclure une union organique avec la social-démocratie. Ce serait le plus grand crime que nous puissions commettre. Chacun de nous se laisserait plutôt couper le bras que de conclure une alliance avec les plus grands traîtres de la classe ouvrière, avec ceux qui sont maintenant ses ennemis et les derniers soutiens de la bourgeoisie. Ce n'est pas là le front unique. Le front unique, c'est la direction de la masse ouvrière dans ses luttes quotidiennes. Le front unique, cela signifie que nous devons être prêts à marcher avec tous les ouvriers, qu'ils soient anarchistes, syndicalistes, chrétiens-sociaux, social-démocrates ou n'importe quoi d'autre, contre le capitalisme et les capitalistes dans la lutte quotidienne pour le morceau de pain, contre la diminution des salaires et contre la suppression de la journée de huit heures.

Pour cela, nous consentirions à nous asseoir parfois à la même table que les chefs traîtres. Voilà le front unique, rien de plus. Le problème est résolu pour l'I.C. et même pour le Parti dans lequel règne la plus grande confusion, c'est-à-dire pour le Parti français.

Nous sommes disposés à lutter pour toute revendication partielle de la classe ouvrière. On m'a montré aujourd'hui un article d'un de nos anciens camarades, Gorter. Je ne l'ai pas lu en entier, je ne vous en donnerai qu'une citation. Gorter écrit : « Nous devons combattre toute grève. Vous me demanderez : pourquoi toute grève ? Je vous réponds : parce que nous devons réserver nos forces pour la propagande, pour la révolution. » Plus loin, il écrit encore : « Nous sommes restés très peu nombreux. Nos forces du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne sont si maigres que nous ne saurions nous concentrer que sur la révolution et non dans les grèves. »

C'est là une telle confusion qu'on reste impuissant devant la naïveté d'un tel politicien. Il n'a pas le temps d'aider les ouvriers dans leur lutte quotidienne contre la bourgeoisie, parce qu'il veut les aider pour la révolution. Tout homme qui a quelque sentiment de la classe ouvrière, qui ne lui est pas seulement dévoué subjectivement, mais qui comprend quelque chose à son existence, qui

a travaillé un peu avec elle et dans son milieu, ne peut que repousser de tels enfantillages. Précisément, parce que nous voulons lutter pour la révolution du prolétariat, nous devons participer à chaque grève, nous devons diriger la classe ouvrière et combattre pour chaque revendication partielle. Nous sommes des révolutionnaires, cela ne veut pas dire que nous ne comprenons pas la nécessité d'améliorer la situation de la classe ouvrière, ne serait-ce qu'en fournissant une goutte de lait de plus à ses enfants. Nous sommes contre le réformisme, mais non contre l'amélioration du sort des ouvriers. Nous savons très bien que, dans la situation actuelle du capitalisme, ces possibilités sont très restreintes. Nous savons que, seule, la révolution pourrait relever le sort de la classe ouvrière, mais nous savons en même temps que nous ne pourrions organiser la classe ouvrière qu'en soutenant ses revendications partielles. C'est dans ce sens donc que nous défendons le front unique, non point comme une tactique éphémère, non point comme un épisode, mais dans la situation actuelle du capitalisme, comme valable pour une période prolongée.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier n'est pas encore tout à fait clair. La tactique du front unique doit être employée presque universellement. Il est difficile d'indiquer un seul pays ayant une classe ouvrière considérable où la tactique du front unique ne soit pas appliquée actuellement. Cette tactique est aussi actuelle et nécessaire en Amérique qu'en Bulgarie, en Italie et en Allemagne. Elle est universelle dans la situation donnée. On ne saurait en dire de même, loin de là, du gouvernement ouvrier. Ce mot d'ordre ne saurait avoir une portée aussi générale. Sa signification est bien plus limitée. Il ne saurait être accepté que dans des pays où le rapport des forces, le problème du pouvoir, du gouvernement, passe au premier plan parlementaire et extra-parlementaire. Certes, on pourrait aujourd'hui, en Amérique aussi, faire de bonne propagande avec ce mot d'ordre de gouvernement ouvrier, en expliquant aux travailleurs que s'ils veulent s'affranchir ils doivent prendre le pouvoir. Mais on ne peut pas dire que, dans le rapport actuel des forces en Amérique, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier soit une sorte de duel, comme en Tchécoslovaquie autrefois, comme en Allemagne dans un avenir prochain et comme il l'était, comme il pourrait le devenir en Italie.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier n'est pas aussi général que la tactique du front unique. Le gouvernement ouvrier, c'est l'application concrète de la tactique du front unique dans des conditions données. On commet facilement bien des fautes sur ce terrain. Camarades, nous devons nous mettre en garde contre ceux qui laissent croire que nous devons absolument passer par un gouvernement ouvrier. Dans la mesure où il est permis de prophétiser, on pourrait bien plutôt dire que le gouvernement ouvrier ne deviendra un fait qu'exceptionnellement, dans des conditions concrètes tout à fait spéciales à tel ou tel pays. Le gouvernement ouvrier ne sera qu'une exception. Il ne faut pas du tout nous attendre à une période organique à demi pacifique qui, grâce au gouvernement ouvrier, nous déchargerait du poids de la lutte. Le gouvernement ouvrier se basera exclusivement sur des positions parlementaires ; or celles-ci ne valent rien, elles ne seront qu'un petit épisode dans la lutte et ne retarderont pas la guerre civile. Est-ce à dire que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier ne doit pas être appliqué dans des circonstances données ? Non, mais la classe ouvrière doit comprendre que le gouverne-

ment ouvrier ne peut être qu'une phase de transition. Il faut le dire clairement, il n'empêchera pas du tout les luttes, ni la guerre civile. Il faut répéter cette vérité. Ce n'est que lorsque nous verrons clairement les dangers et les avantages de ce mot d'ordre que nous pourrions tranquillement user de nos armes.

La tactique du front unique a aussi ses dangers. L'Exécutif a attiré l'attention sur eux dans ses thèses de décembre. Dans les pays de tradition parlementaire comme la France, on conçoit la chose comme si nous, marxistes, nous visions autre chose que la dictature du prolétariat. Au contraire, nous n'entendons cette tactique que comme un moyen d'arriver à la dictature du prolétariat. Même quand il y aura un gouvernement ouvrier, nous ne pourrions éviter la guerre civile. Camarades, dans certaines circonstances elle en sera même aggravée.

Je ne puis m'empêcher d'ajouter encore quelques mots sur le mouvement professionnel. Il y a tout un alinéa là-dessus dans mes thèses. J'y dis que le Parti qui n'a pas dans les organisations professionnelles un noyau communiste ne saurait être pris au sérieux ; ce n'est pas un Parti Communiste de masse. Je dis plus loin : le mouvement ouvrier qui ne sait pas encore soutenir un mouvement de masses sur le terrain des conseils de fabriques et l'organiser n'est pas un mouvement révolutionnaire sérieux. Mes thèses peuvent être appliquées à presque tous les grands mouvements ouvriers de notre temps. C'est un signe des temps qu'en Allemagne, où des luttes décisives sont imminentes dans un très prochain avenir, toute l'avant-garde du mouvement est prise par la lutte dans les conseils de fabriques. Si nous passons à d'autres pays, nous devons donner à nos camarades le conseil de constituer d'abord des noyaux communistes dans les entreprises et ensuite d'appuyer le mouvement des conseils de fabriques. Ce n'est qu'alors que nous deviendrons un mouvement de masse. Nos partis n'ont pas suivi jusqu'à présent ce conseil important. Au 3^e Congrès mondial, nous avons adopté une excellente résolution, rédigée par notre camarade Kuusinen, indiquant comment chaque Parti Communiste devait travailler, quel devait être le mécanisme de son travail, comme on devait constituer des noyaux, etc... Mais c'est en vain que nous adoptons de si bonnes résolutions, si elles ne sont pas appliquées. Ce qui importe, c'est d'appliquer vraiment ces résolutions, de constituer des noyaux. Ce n'est qu'ainsi que le mouvement progressera sans cesse.

Je dois dire encore quelques mots de la discipline internationale. Dans les thèses sur la tactique du front unique proposées par le groupe Renault au Congrès de Paris, il y a un excellent chapitre sur la discipline internationale. Ce sont des paroles d'or. Ce groupe a brillamment démontré qu'on ne saurait rien faire sans discipline, que l'Internationale est perdue si cette discipline n'est pas réalisée. Paroles merveilleuses ! Mais ce groupe qui a si bien écrit sur la discipline internationale a prouvé que chez nous aussi, bien souvent, il y a loin de la parole à l'acte. Ce groupe aurait pu mieux faire. La discipline internationale se prouve par les actes. Notre tactique à l'égard du front unique est maintenant extrêmement compliquée. Il y a une Internationale ancrée dans la bourgeoisie et qui mène contre nous une politique très conséquente. Pour la combattre, nous devons être rigoureusement organisés, nous devons avoir une Internationale strictement disciplinée. Ce sera la tâche du 4^e Congrès de le dire et de le réaliser.

Nous devons nous attendre à bref délai à des combats décisifs. J'ai entendu bien des objections

de la part des camarades qui disent qu'il y a maintenant un temps d'arrêt dans la révolution mondiale. Il n'y aura une nouvelle avance que lorsque la situation matérielle des ouvriers russes se sera tellement améliorée qu'elle sera supérieure à celle moyenne des ouvriers américains et européens. Alors l'exemple du niveau de vie des ouvriers russes exercera une influence révolutionnaire, et une nouvelle vague révolutionnaire arrivera. C'est là, camarades, un point de vue à mon avis objectivement opportuniste, reflétant un opportunisme raffiné, quoi qu'il soit défendu par beaucoup de nos amis subjectivement révolutionnaires et fidèles soldats de l'Internationale. Je ne m'étendrai pas plus longtemps là-dessus. La situation des ouvriers russes s'améliore, c'est un fait. La situation de la moyenne des ouvriers européens empire, alors que la situation de l'ouvrier russe s'améliore. Cela est clair. C'est une amélioration, lente, il est vrai, mais c'est une amélioration certaine. Il viendra un moment où la situation de l'ouvrier russe sera meilleure aussi économiquement que celle des ouvriers européens.

Ce serait un véritable opportunisme de dire qu'aussi longtemps que la situation sera difficile en Russie, il sera impossible de mener la lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes. Oui, ce serait de l'opportunisme.

La véritable révolution n'est pas faite par la classe ouvrière de tel ou tel pays pour donner l'exemple aux autres pays ni parce que les ouvriers de ces pays envient ceux des autres pays d'avoir plus de pain et plus de viande. Non, la révolution se fait parce que la classe ouvrière n'a pas d'autre moyen de renverser la bourgeoisie. C'est pour cela que nous ne devons pas laisser entendre dans notre agitation une note pareille, qui indiquerait alors un véritable arrêt. L'ouvrier russe a tant d'obstacles à vaincre qu'aucune classe ouvrière n'en aura davantage. La classe ouvrière de chaque pays aura l'appui des ouvriers russes. La classe ouvrière russe était la première à entreprendre la révolution, alors qu'elle avait tout le monde bourgeois contre elle. Aucune autre classe ouvrière ne rencontrera de telles difficultés. Nous devons présenter la situation du prolétariat russe à la classe ouvrière du monde entier telle qu'elle était pendant le blocus, pendant la famine, pendant les épidémies, mais en même temps avec toute sa grandeur. Nous devons comprendre que la classe ouvrière russe, malgré toutes ses souffrances, a surmonté le plus difficile et que d'heure en heure, de jour en jour, de mois en mois, sa situation s'améliore. Notre conception de la révolution russe doit être telle qu'elle puisse être à la base de toute notre tactique. (Applaudissements.)

KOLAROV. — La parole est au camarade Bordiga, pour motiver sa proposition sur le mode de discussion.

BORDIGA. — Camarades, je propose au nom de la délégation italienne ce qui suit : 1° de procéder d'abord à la discussion et ensuite au vote sur le rapport de Zinoviev concernant l'activité et la tactique du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste jusqu'au 4^e Congrès et 2° de passer à la discussion et au vote sur la question de la tactique de l'Internationale après le 4^e Congrès.

Je ne parlerai évidemment pas longuement pour motiver cette proposition. Je crois qu'elle est tout à fait logique. Les deux questions sont d'un ordre tout différent, d'autant plus que nous avons déjà deux textes proposés à l'approbation du Congrès : un projet de résolution du 4^e Congrès sur le rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, d'un côté, et, d'un autre côté, un premier

projet de thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste, rédigée par Zinoviev.

Je crois que tout le monde sera d'accord pour passer tout d'abord à la discussion de ce qui concerne l'activité, passée du Comité Exécutif dans la politique générale de l'Internationale : et, ensuite pour s'occuper — peut-être dans une commission spéciale, de l'opportunité de laquelle le Congrès jugera — de l'examen du projet de thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire de l'établissement des directions de la tactique que l'Internationale Communiste doit suivre dans l'avenir.

RADEK. — Le camarade Bordiga propose de diviser la discussion en deux parties : nous aurions d'abord à discuter l'action de l'Exécutif jusqu'au 4^e Congrès et ensuite la tactique de l'Internationale après le 4^e Congrès. Je me permets de me prononcer contre la proposition Bordiga pour les raisons suivantes :

L'ordre du jour du Congrès forme un tout : bilan du passé et pronostic des actions futures. Entre ces deux parties le rapport de Zinoviev ne trace pas de ligne de démarcation nette. Mais la question se pose de savoir si l'on peut parler du passé sans exprimer ses prévisions pour l'avenir. Entre le 4^e Congrès et notre action future se place et ne peut se placer aucun nouvel événement capable de bouleverser et de modifier notre tactique. Voilà pourquoi prononcer une décision sur notre passé est en même temps se prononcer sur la tactique à venir. Si, par exemple, nous déclarons ici au Congrès que nous sommes d'accord avec la tactique du front unique et avec les méthodes d'action dans les divers pays qu'a prescrites l'Exécutif, ce faisant nous décidons en même temps de nos tâches futures et les travaux du Congrès ne pourront que préciser le détail. Au point de vue politique, les décisions une fois prises, nous ne pourrions plus rien dire de nouveau. Nous pourrions seulement arrêter en détail les modalités stratégiques à appliquer dans les différents pays. Voilà pourquoi il me semble que dans les débats sur le rapport nous devons nous prononcer en général sur la question de savoir si la tactique a été bonne et s'il faut que nous la poursuivions à l'avenir.

KOLAROV. — Je mets aux voix la proposition de la délégation italienne tendant à diviser la discussion en deux parties, comme a été divisé le rapport du camarade Zinoviev.

(Cette proposition est repoussée.)

KOLAROV. — La discussion est ouverte. Je donne la parole au premier orateur inscrit, au camarade tchécoslovaque Weithauer.

WEITHAUER. — J'ai à faire quelques remarques sur ce que le camarade Zinoviev a dit hier dans son discours au sujet de la situation en Tchécoslovaquie. Le camarade Zinoviev a prononcé hier sa sentence sur la question tchécoslovaque. Ce qui nous a extrêmement surpris, c'est que le président de l'Internationale ne se soit pas préoccupé d'une information bilatérale. Il ne s'adresse guère qu'au camarade Smeral, ce qui fait que toutes ses informations portent l'empreinte de Smeral.

Mais que dirons-nous à nos ouvriers quand ils auront lu le discours du camarade Zinoviev, qui, sur bien des points, se trouve en contradiction avec la réalité ? Le camarade Zinoviev a dit que la tactique du front unique a été en Tchécoslovaquie appliquée d'une façon exemplaire. A-t-elle été si exemplaire que cela ? Camarades, au moment où la situation économique s'était extrêmement aggravée et où la classe ouvrière regardait autour d'elle en cherchant un guide, à ce moment-là le Parti Communiste s'est tu. Et c'est seulement lorsque les

autres partis eurent pris position que le Parti Communiste lui aussi formula ses revendications. Et ces revendications étaient celles que le camarade Lénine a formulées en juin 1917. Or, la situation était alors en Russie tout autre que celle de Tchécoslovaquie. La tactique du front unique a été appliquée en ce sens que nos camarades furent invités par notre Comité directeur aux réunions des socialistes nationaux. Mais ces réunions adoptèrent des résolutions contre-révolutionnaires et des discours contre-révolutionnaires y furent prononcés.

Les ouvriers communistes durent voter ces résolutions comme les avaient présentées les socialistes nationaux. Il en résulta un mécontentement général et un grand désordre dans notre Parti. L'initiative passa entièrement aux socialistes nationaux. On s'est borné à organiser deux petites commissions locales de front unique. Voilà tout ce travail exemplaire du front unique !

Mais l'extension de l'influence du front unique a été encore plus exemplaire. Le gouvernement subissait alors une crise. On faisait différentes combinaisons gouvernementales. Dans une interview accordée à un correspondant étranger, Massaryk déclara qu'il pourrait très bien travailler avec le Parti Communiste, à la condition qu'il exclue de son sein les éléments de Gauche. Alors on pourrait causer sérieusement avec le Parti tchécoslovaque. Immédiatement après, des articles de fond dans le même sens parurent dans tous les journaux bourgeois et social-patriotes. Et c'est pour cela que Sméral commença sa campagne contre la Gauche. Grâce à une provocation, il réussit à la chasser du Parti. Deux jours avant cette exclusion, l'agrarier Wenkow en parla comme d'une chose accomplie, quoiqu'elle ne dût avoir lieu que deux jours après. Pour Sméral, le front unique ne s'étend pas seulement aux socialistes et nationalistes, mais aussi à la bourgeoisie y compris Massaryk. Si le prolétariat, apercevant le danger, ne s'était pas rangé en masse derrière les exclus, s'il n'avait pas montré sa désapprobation des combinaisons de gouvernement ouvrier sur des bases purement parlementaires, comme les préconisaient Sméral, Votava et autres, nous aurions eu alors un front unique vraiment exemplaire, le front unique du Parti Communiste avec tous les social-démocrates à travers les agrariens jusqu'aux Burg et aux Massaryk ! Si quelqu'un recommande vraiment un front unique de ce genre, c'est un fameux ami du Parti Communiste.

Le résultat, c'est que le Parti s'est divisé en deux sections tout à fait incapables de mener la lutte. (*Exclamations.*)

Zinoviev a dit que la ligne politique de la majorité des exclus du Parti Communiste tchèque est mauvaise, qu'on ne peut pas appuyer la Gauche. Mais alors les ouvriers se diront que la 3^e Internationale approuve tout ce que fait l'Exécutif du Parti. Elle approuve l'inaction complète du Parti dans toutes les luttes économiques, elle approuve même que les métallurgistes communistes de Kladno soient employés par leurs chefs communistes opportunistes, et avec le consentement tacite de l'Exécutif du Parti Communiste tchécoslovaque à une besogne de briseurs de grève ! Elle approuve encore la récente trahison du secrétaire des mineurs de Kradnau dans la grève d'Osirau, où ce secrétaire approuva sans résistance la réduction d'un quart des salaires, quoique ce fût l'enjeu de la grève ! L'Exécutif approuve aussi le bouleversement du mouvement syndical, dont le couronnement est le récent Congrès syndical, qui échoua complètement grâce aux opportunistes !

L'ouvrier se dira : ce doit être une étrange In-

ternationale, qui consent à partager la responsabilité de tels crimes !

D'après vous, tout ce que l'opposition veut c'est de l'anarchie ? (*Exclamations.*)

Toutes les organisations locales exclues et les unions syndicales veulent organiser une grande union industrielle. C'est de l'anarchie ? On veut se consacrer davantage à l'action syndicale, afin de protéger les syndicats et de faire au mieux la besogne quotidienne : c'est de l'anarcho-syndicalisme ?

Proclamer la grève générale, c'est du KAP-isme ?

Vouloir faire du Parti une organisation capable de combattre la bourgeoisie, c'est de l'anarchie ?

Sméral a donc raison de dire que seuls des anarchistes et non des communistes peuvent organiser des chômeurs et les mener au combat (car les chômeurs sont des éléments putschistes). Former des comités de front unique et leur donner vie par l'action et par un programme de bataille, empêcher que Sméral ne fasse du front unique un front d'union nationale avec les cléricaux et jusqu'à Massaryk et le gouvernement, tout cela c'est de l'anarchie ?

S'opposer à un gouvernement ouvrier illusoire sur des bases parlementaires avec des comités de front unique constitués par la loi et dûment légalisés, c'est encore de l'anarchie ?

Si tout cela c'est de l'anarchisme et du KAP-isme pour la 3^e Internationale, les ouvriers se diront avec nous : alors je suis anarchiste et je le reste, parce que je ne trahirai jamais mon devoir prolétarien.

Zinoviev a aimablement reconnu que notre cas n'est pas semblable à celui de Lévi. A cette occasion il ne s'est pas demandé les motifs qui ont déterminé Sméral à arbitrairement exclure du Parti ses meilleurs membres. Nous ne dirons que ceci, non seulement notre cas n'est pas analogue à celui de Lévi, mais ce n'était même pas un cas d'indiscipline. C'est un devoir sacré d'attirer l'attention du prolétariat sur les dangers qui menacent son Parti.

Notre devoir sacré était d'éviter la jonglerie politique. Nous l'avons fait, et nous déclarons au camarade Zinoviev que nous commettrons de semblables infractions à la discipline chaque fois qu'un attentat sera préparé par n'importe qui contre le Parti.

KOLAROV. — Je prie le camarade de déclarer s'il a parlé en son nom personnel ou au nom de la délégation tchécoslovaque, étant donné la particularité de ses vues.

(*Cris de l'opposition tchécoslovaque* : Il a parlé au nom de toute l'opposition et des camarades exclus.)

Ernst MEYER (Allemagne) : — Camarades, la délégation allemande est tout à fait d'accord aussi bien avec les principes exprimés par l'Exécutif au 3^e Congrès mondial qu'avec les déclarations que nous a faites hier et aujourd'hui le camarade Zinoviev. Nous nous contentons de proposer que la résolution qui nous est soumise soit mise aux voix seulement après que les questions qui ont rapport aux différents pays auront été examinées.

Camarades, la situation, telle que nous l'a représentée Zinoviev, ressemble encore aujourd'hui dans ses traits principaux à ce qu'elle était lors du 3^e Congrès. Il faut dire qu'on ne s'est nettement rendu compte de cette situation dans tous les pays qu'avec une certaine difficulté. D'une part des exagérations ont été commises. Exagérations dans l'exposé même, et dans les conclusions tirées. D'un autre côté, certains groupes, en Allemagne comme ailleurs, se sont refusés à reconnaître l'exactitude des conclusions. Outre les fautes opportunistes qui

ont été faites, certains camarades ont tiré de la situation cette conclusion qu'il fallait s'abstenir ; et notre tactique, qui dans certains pays avait été fort bien comprise fut comprise ici dans un sens qui faisait de l'Internationale Communiste une secte. Le Parti allemand a, je pense, suffisamment montré, et son attitude au dernier Congrès mondial le prouve, qu'il s'est préoccupé de mettre en pratique les décisions internationales.

Ce front unique qui nous occupe maintenant avant tout et qui, après ce que nous a dit Zinoviev, doit être considéré, non plus comme un épisode, mais comme toute une période de la tactique communiste, a été précisément en Allemagne très débattu. Dans les discours de Zinoviev, j'ai eu le regret de ne trouver aucune indication pour rappeler que la discussion et l'explication de cette tactique avaient été exigées par la conférence de Berlin. Nous pouvons affirmer que ce n'est pas seulement à notre Parti que cette conférence a apporté une lumière essentielle : grâce à cette conférence et aux débats qui se sont livrés à son sujet au sein du Parti et de l'Internationale Communiste les ouvriers non-communistes ont compris que les communistes veulent combattre en commun et qu'ils ne sont pas ce qu'ont prétendu leurs adversaires.

Il est clair que l'application de cette tactique entraîne un grand nombre de malentendus, même chez nos amis. Zinoviev nous a déjà parlé de quelques-uns. Certains de nos camarades étrangers considèrent la tactique du front unique comme une entente générale avec les social-démocrates et les partis bourgeois pour les élections. Ils pensent que cette tactique est une transition préparant la fusion organique. Inutile de se dissimuler que ça et là parmi les ouvriers, et même à l'intérieur de notre Parti des malentendus de ce genre ont droit de cité.

D'autre part on se mit subitement à redouter que l'alliance des seuls chefs au lieu d'une action commune des ouvriers, ne nous nuise. Ce disant, on oubliait que l'action des chefs n'avait qu'un seul but : préparer l'action commune des ouvriers. Nous basant sur l'expérience de la campagne Rathenau, nous pouvons affirmer que dans beaucoup d'endroits et de districts une action commune, une lutte d'ensemble n'a été rendue possible que par les conversations et les pourparlers entre chefs. Un grand nombre de camarades supposent que le front unique ne peut être atteint que sur la base économique et n'a rien de commun avec la politique. Rien de plus faux. L'expérience qu'ici encore nous avons faite nous enseigne que dans la situation présente une démarcation de ce genre est tout à fait impossible. Zinoviev a complètement raison de s'opposer aux voix qui se font entendre dans le Parti allemand en faveur d'une distinction théorique de ce genre.

En dehors des malentendus qui peuvent surgir, des fautes constantes ont été commises par notre Parti. En séances de nos organisations, ces fautes ont été fixées ouvertement dans les discussions et dans les résolutions ; il est inutile de répéter ici toutes ces choses qui, dans les réunions, dans les Congrès, dans la presse ont déjà été discutées suffisamment. Nous voudrions seulement attirer l'attention sur un fait. Il est extrêmement utile de parler de ses fautes pour en empêcher la répétition à l'avenir mais il ne faut pas qu'à force de parler de ses fautes, on cesse de voir le nécessaire et le vrai. Par exemple, les camarades tchèques ont parlé des défauts du front unique réalisé chez eux, et ils en sont venus à abandonner entièrement cette tactique. Si les camarades de l'opposition tchèque n'ont rien de plus et rien d'autre à nous dire, non seulement sur la question des in-

fractions à la discipline, mais encore sur la question pratique et sur la question de tactique, alors il me semble que les camarades dont la pensée a été exprimée par l'orateur précédent sont assis aujourd'hui pour la dernière fois à une table commune avec les communistes.

La tactique du front unique ne doit pas être appliquée schématiquement. Elle traverse des phases diverses et il serait erroné de la concevoir comme devant être toujours réalisée au moyen d'accords entre les chefs et de transactions entre les Partis. L'application doit entièrement dépendre de la situation, et si, occasionnellement, certains de nos camarades opposent l'attitude du Parti allemand pendant la campagne Rathenau et pendant la grève des cheminots au mouvement des conseils de fabriques, ce n'est là autre chose qu'un malentendu. En effet, la fondation et la structure du mouvement des conseils de fabriques ne sont que la suite logique de l'attitude adoptée par le Parti allemand pendant le 3^e Congrès mondial. Ce mouvement n'aurait pas pris l'extension qu'il a en ce moment, si, appliquant conséquemment la tactique du front unique, nous ne nous étions pas de plus en plus rapprochés des masses (*approbation des camarades allemands*), si nous ne nous étions pas ainsi introduits dans les usines et dans les syndicats et en général dans les masses ouvrières.

De même la fusion du Parti indépendant et du Parti socialiste n'est qu'une suite de l'efficace tactique du Parti. Du fait que nous avons balayé les malentendus qui surgissaient auparavant de l'ancienne situation, et que nous rendons de plus en plus difficile aux organisations adverses de nous attaquer, le Parti socialiste et le Parti indépendant se sont vus forcés à la fusion, qui est pour nous un avantage, en ce sens qu'elle met fin à la fiction d'un Parti intermédiaire qui ne serait ni tout à fait communiste ni tout à fait réformiste, à l'intérieur d'un même pays.

La plus grande difficulté que nous ayons eue à vaincre quand il s'est agi d'appliquer la tactique du front unique, et il se peut que nous ne l'ayons pas encore surmontée, fut la question du gouvernement ouvrier. Il faut que nous fassions une différence entre gouvernement social-démocrate et gouvernement ouvrier. Nous avons en Allemagne, en Saxe, en Thuringe, et dernièrement encore en Gotah, des gouvernements social-démocrates, et il fallait que nous les soutenions ; mais ils n'avaient rien de commun avec ce que nous entendons par gouvernement ouvrier. Lorsque nous exprimons le souhait de voir l'Internationale Communiste combattre pour le gouvernement ouvrier, lorsqu'en particulier nous souhaitons de voir adopter ce mot d'ordre par les Partis frères qui militent dans des conditions à peu près semblables aux nôtres, nous n'exigeons pas d'eux qu'ils se prononcent en faveur d'un gouvernement social-démocrate ou qu'ils combattent pour un gouvernement ouvrier et que, par là ils nous facilitent la lutte. Le gouvernement ouvrier diffère essentiellement d'un gouvernement social-démocrate en ce qu'il ne se contente pas de porter l'étiquette d'un Parti Socialiste, mais pratique véritablement le socialisme communiste. Voilà pourquoi la base d'un gouvernement ouvrier ne saurait être d'origine parlementaire ou même appocher du parlementarisme ; non, le gouvernement ouvrier devra être créé par les masses et sa politique diffèrera essentiellement de celle d'un gouvernement social-démocrate tel que ceux que nous voyons actuellement dans différents Etats allemands.

Une question se pose maintenant, qui a déjà

été abordée par Zinoviev : le gouvernement ouvrier est-il partout une phase indispensable du mouvement ouvrier ? Nous répondons non, ce n'est pas une nécessité, ce n'est qu'une possibilité historique. Il est possible que des gouvernements ouvriers surgissent et subsistent un certain temps. Nous avons répondu ainsi à une autre question : un gouvernement ouvrier peut-il subsister longtemps ou ne peut-il durer que peu de temps ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faut se rendre bien compte de ce qu'est en général un gouvernement ouvrier et de la différence qui existe entre gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat. Le camarade Zinoviev a souligné aujourd'hui cette différence. Les débats n'ont pas suffisamment élucidé cette question. Le compte rendu de l'une des séances de l'Exécutif Elargi, page 123, donne dans les termes suivants les idées exprimées par le camarade Zinoviev à ce sujet :

« Le gouvernement ouvrier est la même chose que la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'un pseudonyme du pouvoir des Soviets. Cette appellation est plus commode pour les ouvriers, aussi l'employons-nous communément. »

A notre avis il y a là une erreur. Le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat. (Très vrai ! exclamations sur les bancs allemands.) Le gouvernement ouvrier est un mot d'ordre que nous formulons pour gagner à notre cause les ouvriers et pour leur montrer que la classe prolétarienne doit s'organiser pour combattre en commun la bourgeoisie.

Si ce mot d'ordre est adopté et appliqué par la majorité de la classe ouvrière, si réellement les ouvriers entreprennent de combattre pour sa réalisation, il apparaîtra bientôt que l'effort fourni pour réaliser ce gouvernement ouvrier, surtout dans les pays industriels possédant un fort prolétariat, conduira soit immédiatement à la dictature du prolétariat, soit à une longue période de guerre sociale acharnée, ou même à une véritable guerre civile sous toutes les formes.

Aussi, considérons-nous le gouvernement ouvrier comme un mot d'ordre, utile et nécessaire pour gagner les sympathies des masses. Sa réalisation entraînera une longue suite de combats sociaux acharnés dont dépendra le sort final de la dictature du prolétariat.

Pour achever, je dois indiquer que l'action des Partis allemands, si féconde qu'elle ait été ces derniers temps, a été empêchée par le manque de compréhension et le manque de connaissance témoignés par les Partis frères à notre égard. Au cours de nos débats sur le gouvernement ouvrier et sur le front unique, nous avons été dérangés par les critiques de la presse communiste et en particulier du Parti français.

Cela me fournit une occasion de souligner qu'il n'y a à présent aucune question qui puisse être tranchée nationalement. Toutes les solutions agissent immédiatement sur la tactique et sur la propagande des Partis frères. Cette conscience de l'influence mutuelle des attitudes prises par les Partis des différents pays doit plus que jamais pénétrer notre activité. Une discipline vraiment internationale ne consiste pas seulement à être soumis aux mêmes directives, à appliquer les décisions prises par les Congrès internationaux. Non, notre discipline internationale, notre solidarité internationale, consistent à se connaître entre Partis frères et à calculer l'effet de chacune des mesures que nous prenons sur les autres Partis. Ces derniers temps, nous avons essayé de nous entendre avec les camarades français surtout en ce qui concerne la question du traité de Versailles. L'occasion nous en a été fournie principalement par la conférence

de Cologne. Nous pouvons affirmer que cette tentative a été couronnée de succès. Nos camarades français nous ont grandement aidés. Mais nous devons dire d'autre part que la crise du Parti français a fâcheusement influé sur les résultats de la conférence de Cologne. Et quand nous insistons ici pour que la question française soit sans plus tarder élucidée et tranchée, ce n'est pas seulement dans notre intérêt propre. Il nous semble qu'en ce sens le 3^e Congrès n'a pas tout fait, et que l'Internationale s'est trop tard occupée de cette question. Maintenant que la faute est commise, il serait erroné de ne pas prendre un minimum de mesures d'organisation, tout en conservant l'entière netteté des décisions de principe.

Pour finir, la délégation allemande voudrait indiquer qu'il lui paraît rationnel que les Congrès des divers Partis soient tenus en règle générale avant le Congrès mondial. Par exemple, il semble assez étrange que le Parti français ait été à même de discuter avant le Congrès mondial les problèmes qui le troublaient, tandis que le Parti allemand, qui n'était pas menacé d'une crise, a été dans l'impossibilité de profiter de la situation créée par la fusion du Parti Indépendant et du Parti Socialiste. Nous comprenons que dans beaucoup de cas il puisse être rationnel de tenir les Congrès du Parti après le Congrès mondial. Mais ce ne doit pas être une règle générale, il faut que chaque fois cela soit autorisé par l'Exécutif.

VARGA (Hongrie). — Chers camarades ! Je voudrais simplement revenir sur un passage du rapport que nous a présenté le camarade Zinoviev. C'est le passage où, avec beaucoup d'animation d'ailleurs, il a accusé un camarade. Ce camarade accusé d'opportunisme, je vais enfreindre son anonymat, c'est moi. Toute la question d'ailleurs est basée sur un malentendu. Il ne m'est jamais arrivé de dire que la classe ouvrière d'Europe eût à ralentir sa lutte jusqu'au moment où la situation des ouvriers russes se sera améliorée. Je me suis borné à indiquer que les ouvriers européens continuent à penser qu'en Russie les ouvriers vivent très mal, ce qui naturellement nuit à notre action. Vous pouvez me dire, camarades, que c'est là un cas particulier dont le Congrès n'a pas à s'occuper. Mais que Zinoviev ait trouvé utile de parler ici de ces choses prouve qu'à son avis elles n'ont pas une signification privée et qu'il accorde à ces idées une certaine importance. Au cas contraire, il n'en aurait pas parlé. Quant à moi, je suis d'avis qu'il faut examiner la question sérieusement.

Le camarade Zinoviev a dit que le prolétariat est poussé à la révolution parce qu'aucune autre issue ne s'offre à lui pour sortir de la misère où il est tombé. Voyons les faits. Le prolétariat de tous les pays souffre extrêmement dans la période actuelle de décadence capitaliste. Les ouvriers cherchent à sortir de la situation présente. Un foyer de révolution consciente, le Parti Communiste, leur indique une issue. Il leur dit que pour sortir de leur misère, il leur faut instaurer la dictature du prolétariat et construire le socialisme. Nous disons : cette voie est celle des privations, de la lutte, de la famine. Il ne faut pas que nous le dissimulions. Peut-être me permettrez-vous, à moi qui suis accusé d'opportunisme, de vous rappeler que, sans connaître la vie russe, me basant exclusivement sur l'expérience de la dictature hongroise et sur la théorie des changements économiques qui ne peuvent pas ne pas se produire dans la période de transition du capitalisme au socialisme, j'ai développé dans mon petit livre *Le problème politique et économique de la dictature prolétarienne*

cette idée que dans la période de la dictature le niveau d'existence des éléments qui sont à l'avant-garde de la lutte, c'est-à-dire du prolétariat industriel, doit fatalement baisser.

Oui, camarades, mais la grande masse du prolétariat, qui n'est pas encore arrivée à se faire une conception consciente de la révolution, nous demande : combien de temps durera cette période de privations et de famine ? A cette question les mencheviks répondent : elle durera aussi longtemps que la dictature ! Camarades, certaines circonstances qui en partie sont indissolublement liées à toute dictature, d'autres circonstances qui ont accompagné en particulier la dictature russe, et d'autres enfin qui sont entièrement le fait du hasard, comme par exemple le mauvais temps, la sécheresse extrême de 1920-1921, toutes ces circonstances dis-je, ont abouti en Russie à la famine, et le prolétariat russe a dû adresser une demande de secours au prolétariat des pays capitalistes. Cette campagne a certainement eu ses bons côtés, mais, camarades, tous ceux qui travaillent hors de Russie m'accorderont que parmi les masses ouvrières la campagne de secours aux affamés a semé une certaine dose de crainte à l'égard de la révolution et de la dictature du prolétariat. Les mencheviks ont beau jeu pour répéter des centaines de fois aux ouvriers : « On vous dit que la seule issue de votre situation actuelle, c'est la révolution ; mais voyez la Russie, où depuis quatre ou cinq ans déjà la dictature du prolétariat est installée ; la voilà obligée de demander secours aux autres pays. Faites votre révolution, ouvriers allemands, italiens et français, et dans dix ans vous en serez réduits à mendier aux portes des prolétariats des pays restés capitalistes. » Camarades, permettez-moi de le dire : nous devons en finir avec cette idée, propagée par les mencheviks à la faveur de la campagne de secours, à cette idée qui contamine les larges masses d'après laquelle les ouvriers russes seraient dans une très mauvaise situation. Camarades, j'ai observé très attentivement des centaines de milliers d'ouvriers russes, soit à la parade, soit pour les avoir approchés, soit dans les rues, et je dois dire qu'ils sont mieux nourris que les ouvriers de Berlin. Ils sont peut-être mieux vêtus, mais ils ont surtout l'air mieux portant. Camarades, vous avez vu des manifestations de masses russes, composées pour les 9/10 cependant de sans-partis. Je vous le demande : avez-vous jamais vu en Europe les ouvriers déambuler d'une si belle humeur dans les rues ? Ce n'est pas à dire que les ouvriers de toute la Russie soient satisfaits. Je me suis longtemps absenté de Russie, mais il faut le déclarer hautement, en tout cas, les ouvriers de Moscou sont bien nourris et contents.

Un autre fait incontestable, c'est que la situation des ouvriers russes a décrit dans ces dernières trois années une courbe ascendante, au contraire du reste de l'Europe. Dans beaucoup de pays, et cela est vrai en particulier pour l'Allemagne, cette ligne est nettement descendante. Camarades, ce que je dis là, nous devons le propager dans des centaines d'articles parmi les masses allemandes. Nous devons leur dire : les ouvriers russes vivent dès maintenant ou vivront dans six mois au plus tard mieux que les ouvriers allemands. Dès maintenant, les conditions d'existence de l'ouvrier russe sont bien supérieures à celles de l'ouvrier autrichien. Il nous faut le proclamer. Il nous faut combattre cette assertion que la dictature est une éternisation de la famine. J'estime la chose de première importance, car de là dépend la marche ascendante de la révolution.

Camarades, hier, auprès de la délégation allemande, j'ai employé un terme impropre, un terme trop violent. J'ai dit que la bourgeoisie ne se laissera plus culbuter dans aucun pays comme elle l'a été en Russie et partiellement en Hongrie. Que voulais-je dire par là ? Je voulais dire par là que la bourgeoisie russe n'a pas opposé à la révolution toute la résistance qu'elle aurait pu lui opposer parce qu'elle avait la certitude qu'un régime bolchevik et la dictature du prolétariat ne dureraient tout au plus que quelques semaines. Quant à la Hongrie, sa bourgeoisie ne savait pas du tout ce que c'est la dictature du prolétariat et c'est à peu près sans résistance qu'elle y a glissé. Cela ne se répètera plus. La bourgeoisie voit depuis cinq ans en Russie un régime prolétarien fortement établi ; il ne reste plus en Europe aucun homme sensé qui puisse supposer que la dictature du prolétariat soit près de s'effondrer ; et dans ces conditions la bourgeoisie, la classe dirigeante de tous les pays, saura se préparer et restera armée de pied en cap. L'attention bourgeoise est fixée en plein sur les Partis Communistes. D'après moi, l'heure de la prise du pouvoir est passée. Qu'est-ce cela signifie ? Cela signifie que nos troupes, nos forces armées doivent être accrues, car quelle que soit l'impétuosité des Partis Communistes, relativement peu nombreux actuellement, quelle que soit la foi dont brûlent les petits groupes actuels de révolutionnaires, ils ne pourront pas prendre d'assaut la citadelle bourgeoise tant que notre force armée n'aura pas augmenté. Il faut que nous appelions à nous les masses. Voilà pourquoi j'accorde une telle importance à la destruction de cette légende de la famine mortelle des ouvriers russes. Je ne sais si c'est là de l'opportunisme. Il me semble que non. C'est une vue nette de la réalité.

Camarades, cette question dépend étroitement de celle du front unique et aussi de celle du programme agraire qui, d'après moi, n'est en somme rien autre qu'un corollaire du front unique sur le terrain agraire. De même que quand nous parlons du front unique, il nous faut d'abord parler des besoins quotidiens des masses prolétariennes ; quand nous parlons du mouvement agraire, il nous faut considérer les besoins quotidiens des classes paysannes dont nous aurons à gagner les sympathies quand nous aurons fait la révolution. Cela veut dire que, pour mener à bien la révolution dans des pays autres que la Russie, j'estime d'une nécessité absolue une vaste agitation parmi les populations des campagnes. C'est sur elles que nous nous appuyons pour combattre la bourgeoisie et, en tout cas, nous devons l'empêcher de passer dans le camp adverse et de nous combattre aux côtés de la bourgeoisie.

Pour dire ce que j'ai dit, j'estime qu'il n'est pas besoin d'être opportuniste : je me rends simplement compte de la situation réelle dans les pays d'Occident. Tant que nous ne serons pas arrivés à un moment où les masses non communistes cesseront de penser que dictature égale famine et rien de plus, il nous sera impossible d'entraîner ces masses à notre suite. L'un des efforts les plus importants que nous ayons à fournir internationalement pendant l'année qui nous attend consistera à rayer une fois pour toutes la légende d'après laquelle la classe ouvrière russe tombe d'inanition.

Ruth FISCHER (Allemagne). — Camarades, le rapport du camarade Zinoviev fournit une riche matière à la discussion, mais je veux insister sur deux questions allemandes qui intéressent le Con-

grès. Etudions quelle part le 3^e Congrès mondial a eue sur le développement du Parti allemand. Nous devons le dire : dans le Parti allemand, il y a des camarades qui ne considèrent pas le règlement des questions allemandes sous un jour aussi rose que le fait Zinoviev dans son rapport. Le 3^e Congrès mondial n'a pas pris une position bien nette sur les idées du groupe Lévi. Il a laissé l'impression que Paul Lévi avait été exclu uniquement pour des raisons de discipline. Une grande fraction du Parti allemand pense que ses difficultés, la constellation malencontreuse qui s'est formée au Congrès d'Iéna, finalement le développement du groupe Friesland, ont été déterminés en grande partie par l'attitude prise par le 3^e Congrès. Nous avons perdu des mois entiers ; je le rappelle ici, ce n'est pas pour rouvrir d'anciennes blessures, mais pour dire que la question de la communauté du travail communiste ne doit pas être identifiée avec une question de discipline pure. Cette erreur doit nous être une leçon pour le règlement de beaucoup d'autres questions. Toute question de discipline est une question politique. Je veux examiner maintenant la deuxième question : l'application de la tactique du front unique en Allemagne, les expériences que nous en avons tirées. Il faut dire tout d'abord ce que nous entendons par le front unique, car il y a bien des opinions différentes. Le procès de la tactique du front unique a eu en Allemagne aussi une histoire très complexe. Ce procès a commencé par la « lettre ouverte » et il s'est développé jusqu'au mouvement des Conseils de fabrique. Il faut bien se rendre compte que notre travail doit être de rassembler les énergies diverses, d'améliorer la situation des ouvriers. Mais les revendications partielles symbolisées dans la formule fameuse de Radek : « Le morceau de pain », seraient une détermination insuffisante de ce mouvement. On doit dire encore qu'il ne suffit pas de faire de l'agitation pour ces revendications, mais qu'il faut leur donner une base et des principes qui permettent d'entreprendre la lutte pour elles.

Camarades, la question si discutée des négociations avec les chefs dépend uniquement des circonstances ; c'est une question de tactique. L'erreur provient de ce qu'on a surtout insisté sur le caractère sacro-saint des négociations avec les chefs. Qu'y a-t-il derrière cela ? Ici, se cache une illusion très dangereuse, une illusion qui par ses conséquences conduit à reviser le communisme et la révolution, sous la forme suivante : les désastres, les expériences sanglantes que nous avons faites, vont éveiller dans la classe ouvrière allemande cette opinion que la scission et la faiblesse des organisations ont été uniquement responsables de leur retraite devant la contre-révolution, comme si la force des organisations — c'est là le type de l'illusion allemande — pouvait être l'instrument principal de la victoire. C'est en utilisant cette illusion que le S.P.D. a pris le U.S.P., c'est par cette interprétation du front unique que dans tous les congrès régionaux du S.P.D. on a poussé les ouvriers indépendants dans les bras des social-démocrates. On a proclamé partout que c'était là le front unique du prolétariat.

Entre notre interprétation et l'interprétation des mencheviks, il y a une différence qui n'est pas bien nette ; on est persuadé qu'on ne peut combattre efficacement la contre-révolution que si on a avec soi une grande partie des social-démocrates ; il ne s'agit donc plus de négociations avec les chefs, mais on représente le Parti Communiste, comme étant toujours trop faible pour aller de l'avant sans coalition avec les social-démocrates ;

c'est une idée tout à fait dangereuse. (*Applaudissements.*)

Je vais en discuter. Naturellement, j'en excepte la délégation allemande ici présente. Cette idée que la coalition avec les social-démocrates serait la seule condition d'une action réelle, va à l'encontre de ce que Zinoviev nous a encore répété, notre ennemi le plus impitoyable étant la 2^e Internationale. Cette idée va à l'encontre du fait que partout les Partis de la 2^e Internationale mènent l'offensive contre nous.

Mais vous demandez : où se cache cette idée ? Je vous le dirai franchement : elle se cache dans l'esprit de beaucoup de travailleurs communistes allemands qui ont reçu des coups dans la lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie. Qui veut s'illusionner, s'illusionne tranquillement. Mais la pratique de la propagande dans les usines, et dans les syndicats prouve que cette opinion est justifiée et que nous, Parti de masses, ne sommes pas indépendants des illusions de la masse au milieu de laquelle nous vivons. Les illusions agissent sur nous et trouvent leur écho dans le Parti.

Je voudrais encore dire, malgré le peu de temps dont je dispose, que la possibilité d'une coalition avec les social-démocrates est détruite par l'expérience des dernières années de la révolution. Cette idée conduit à la fusion organique avec les Partis social-démocrates comme on en a discuté ouvertement dans notre Parti norvégien. Ce n'est pas seulement une fausse interprétation du front unique ; sous cette interprétation se cache la tendance à reviser la révolution, à l'adapter à l'Occident, à créer des stades démocratiques entre ce que nous avons actuellement et ce que nous voulons. On essaye de s'abuser sur les difficultés de la guerre civile, on voudrait renverser le capitalisme sans grande difficulté, par l'alliance avec les social-démocrates.

Justement parce que la situation est difficile, ce que le camarade Zinoviev a souligné, parce que la situation est difficile en Allemagne aussi, parce que personne d'entre nous ne compte sur notre victoire pour demain en Europe, parce que nous avons en face de nous un adversaire habile et dangereux — on ne doit pas s'abuser sur les faiblesses de la social-démocratie allemande. C'est pourquoi le Parti allemand et l'Internationale Communiste doivent combattre énergiquement ce danger de revisionnisme dans la pratique du travail quotidien. Je le dis clairement : le danger n'est pas encore grand dans le Parti allemand, on peut facilement l'éviter. Mais dans la crise de la communauté de travail communiste, nous avons aussi été des prophètes de malheur, jusqu'au moment où les événements nous ont donné raison.

Camarades, pour terminer, je veux encore donner un aperçu sur la tactique du front unique dans son application. Je veux indiquer tout d'abord que la grève des cheminots a été un mouvement profond qu'on n'a peut-être pas estimé à sa juste valeur à l'étranger. Pendant cette grève des cheminots, on a appliqué la tactique du Parti allemand. Nous avons dit aux masses : la journée de huit heures est en danger, le droit d'association est en danger. Nous avons pénétré dans le mouvement des masses, mais nous n'avons fourni aucun programme qui fût en contradiction avec nos idées.

Il en a été tout autrement dans la campagne Rathenau. Il nous faut dire nettement que dans cette campagne la tactique du front unique a dévoilé son côté négatif. Alors que les masses étaient en mouvement, alors qu'on s'adressait à nous, nous avons fait des négociations souterraines, nous avons négocié diplomatiquement pendant des

semaines avec l'A.D.G.B. et le S.P.D. Ils ont négocié avec nous tant qu'ils pouvaient nous lier. Nous nous sommes tenus sur nos gardes dans les négociations, au lieu de poser des revendications offensives. Nous n'avons pas osé montrer notre visage dans la presse ou dans les réunions publiques.

Nous devons opérer avec attention mais il n'y a pas de plus grande faute que de se montrer diplomate, devant les masses qui sont agitées et qu'on peut gagner, au lieu de dire et d'interpréter révolutionnairement ce qui est. Le Parti allemand ne peut pas nier cette faute de la campagne de Rathenau. Elle a profondément impressionné les membres de notre Parti qui sont très défaits, plus défaits qu'on ne le croit ici, en raison des expériences qu'ils ont vécues pendant la crise de la communauté de travail communiste.

Camarades, le mouvement des conseils de fabriques, sur lequel je veux dire encore quelques mots, présente le côté positif de cette faute. Mais je voudrais parler aussi franchement de ce mouvement. Ce n'est pas nous qui en sommes responsables, mais les social-démocrates, qui nous ont mis à la porte et ne nous ont pas permis de continuer la tactique de la campagne Rathenau. Mais, je puis vous l'assurer, si le mouvement s'accroît, les social-démocrates reprendront leur jeu de l'affaire Rathenau, car ils ont reconnu que c'était un bon moyen de paralyser le Parti Communiste à un moment décisif.

Il ne faut pas surestimer le mouvement des conseils de fabriques ; je crois qu'on ne peut pas parler ici de son importance véritable. Il a, je crois, trois vertus : 1. Il a brisé tout le tapage unitaire des social-démocrates et des indépendants en faveur de leur grand Parti social-démocrate ; il les a obligés à combattre notre Parti. Le Parti social-démocrate a dû combattre nos mots d'ordre, il a été réduit à la défensive et n'a pu célébrer son Congrès comme il l'avait espéré.

2. Après deux années, pour la première fois, le problème des conseils de fabriques a réapparu à l'ordre du jour. Celui qui sait dans quel marasme étaient tombés ces conseils estimera l'importance de ce résultat.

3. Ceci est le plus important. On discute à nouveau de façon encore inhabile, il est vrai, la question du contrôle de la production par la classe ouvrière. On en discute dans les fabriques, on en discute non seulement chez les communistes, qui en ont besoin, car ils ont beaucoup oublié pendant ces deux années, mais on en discute dans le *Vorwärts*.

Si le Parti allemand et l'Internationale Communiste y attachent une attention suffisante, s'ils y voient la formation d'un front unique plein d'espoir, s'ils y voient une application juste de la tactique du front unique, ce mouvement nous donnera de bons résultats.

Nous nous sommes souvent adressés aux chefs : c'est une méthode pour attirer à nous les conseils de fabriques ; nous avons écrit à l'A.D.G.B. ; nous étions disposés à faire bloc avec elle, pour démontrer aux ouvriers que l'A.D.G.B. ne veut entendre parler ni de Congrès ni de lutte commune.

Le mouvement des conseils de fabriques montre aussi aux autres Partis de l'Internationale que la tactique du front unique, bien comprise, ne suscite aucun danger et qu'il suffit de définir clairement et de savoir nettement ce qu'on veut. En même temps, l'Internationale Communiste et le 4^e Congrès doivent se persuader que le problème de tactique du front unique comprend aussi le problème du révisionnisme, qui prend des formes

différentes dans les différents Partis. Je m'exprime ici selon le mandat que j'ai reçu de l'organisation berlinoise. Nous désirons que le 4^e Congrès veille à ce que l'Internationale Communiste soit débarrassée de tous les opportunistes. (*Vifs applaudissements chez les Allemands.*)

NEURATH (Tchéco-Slovaquie). — Camarades, je veux d'abord ajouter les explications de toute notre délégation au discours de Zinoviev. Je répondrai au camarade Vajthauer par quelques faits.

Il peut y avoir des délégués qui, après avoir entendu le camarade Vajthauer, pensent que, dans le Parti tchéco-slovaque, il y a une opposition de gauche représentée par Vajthauer. Cela est faux, camarades. L'opposition de gauche du Parti tchéco-slovaque a combattu la tendance opportuniste représentée par le camarade Smeral jusqu'au Congrès d'unité. Après ce congrès, le camarade Smeral s'est placé sur le terrain des décisions du 3^e Congrès mondial, si bien que se trouvait réalisée la condition de la coopération de l'opposition avec lui. La nouvelle opposition, constituée depuis décembre dernier, n'a formulé pendant ces huit mois aucun principe fondamental qui puisse se différencier des principes qui dirigent notre Parti. Depuis quelques semaines, elle s'est donnée quelque chose qui ressemble à un programme, et je vous en donnerai quelques extraits. D'abord, je dois attirer votre attention sur ceci qu'en Tchéco-Slovaquie, après le Congrès d'unité, nous avons dû soutenir une série de luttes extrêmement difficiles ; le Comité Exécutif du Parti Communiste tchéco-slovaque a très bien su en prendre la direction et a exercé une influence réelle sur les couches ouvrières. Je me souviens par exemple de la lutte des fonctionnaires de l'Etat, des employés, des mineurs et des verriers. Pendant toutes ces luttes, la majorité qu'on appelle les Smeralistes a donné des directives aux délégués communistes. Ces directives ont été suivies ; elles ont donné des résultats, les membres de l'opposition ne les ont jamais attaquées ni discutées, ils n'en ont jamais proposé d'autres. Quand nous avons traversé ces luttes, quand surtout, pendant la grève des mineurs, nous avons donné les mots d'ordre qui ont tellement influencé les masses ouvrières, nous avons dû constater que certains délégués communistes commettaient des erreurs. Il est clair qu'un communiste peut se tromper une fois, mais lorsque, pendant la grève des mineurs, les délégués aux négociations avec les entrepreneurs ont employé une tactique avec laquelle nous n'étions pas d'accord, nous avons appelé immédiatement ces communistes, nous leur avons parlé énergiquement, nous leur avons expliqué par où ils avaient péché, nous leur avons montré ce qu'ils devaient faire pour corriger leurs fautes. A ce moment, l'opposition ne s'est pas expliquée, elle n'a pas découvert ses fautes, c'est nous qui les avons reconnues.

Nous avons agi pour le front unique, nous avons fait une propagande gigantesque. L'opposition était d'accord avec nous. Elle n'a jamais montré que son opinion différait de la nôtre, elle s'est tue. Lorsque le nouveau secrétaire du Parti, le camarade Zapotocky, est entré en fonctions, il a déclaré :

« L'opposition ne nous dévoile pas ses principes, mais elle nous combat, elle n'est pas d'accord avec nous. L'opposition traitait Smeral d'opportuniste, quoiqu'elle ne pût apporter l'ombre d'une preuve. En second lieu, il voulait, disait-elle, devenir ministre et, enfin, il négociait en sous-main avec la contre-révolution. Ils n'ont pas non plus apporté de preuves pour cette accusation. Enfin, ceux qui

ont tenté de travailler avec Smeral sont devenus, paraît-il, des smeralistes et se son discrédités. Voilà tout le programme positif de l'opposition. »

Lors de la Conférence de Pâques, nous avons dit à l'opposition qu'il fallait en finir avec ce petit jeu. Vous nous dites ce que vous voulez, vous nous montrez enfin votre programme. Mais si vous n'avez pas de principes, si vous ne savez pas les divergences qui nous séparent, il faut l'établir. A cette conférence, nous avons déterminé les principes du front unique. Nous avons établi les thèses du travail du Parti, nous avons pris des décisions comme peut en prendre une conférence communiste.

L'opposition n'a pas ouvert la bouche. Les camarades de l'opposition ne nous ont pas dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec nous, ils n'ont pas critiqué les principes que nous avions établis pour le front unique ni les autres missions données au Parti. Nous étions alors d'avis que si l'opposition ne prenait pas la parole après nous, c'est qu'elle combattait avec nous. Après la conférence, on continua ce petit jeu. Pas de principes, pas de programme, pas d'idées sérieuses, sinon l'argument stupide que Smeral veut grimper au fauteuil ministériel sur les épaules du vieux Sturc. Ensuite, le camarade Ilel est parti à Moscou. Il y était envoyé comme représentant du Parti tchéco-slovaque. Les camarades les plus expérimentés se sont réunis à Moscou et ont étudié la question. Ils ont demandé à Ilel quel était son programme. Ilel a parlé. Smeral a parlé aussi. Quel a été le résultat ? Selon le Comité Exécutif, il n'y a pas, dans le Parti tchéco-slovaque, de divergence politique fondamentale. Il n'y a que des défauts d'organisation qui doivent être résolus. Nous la reconnaissons. On n'a pas pu supprimer ces défauts parce que l'opposition nous a attaqués, d'une façon plutôt comique. A toutes les séances du Conseil National. Nous avons dit : « Le Comité Exécutif a raison, nous nous efforcerons de combler ces lacunes ». Le camarade Ilel s'est rallié à cette résolution à Moscou. Il a déclaré, lui aussi, qu'il n'y a pas de divergence politique dans le Parti tchéco-slovaque. Il retourne en Tchéco-Slovaquie et organise l'opposition plus fortement qu'auparavant.

Que faut-il faire, maintenant, camarades ? Le camarade Radek publie un article, le Comité Exécutif publie ces décisions.

Tous les deux reconnaissent les défauts d'organisation du Parti tchéco-slovaque. Nous les écartons. Puisqu'il n'y a pas de divergence politique, le Parti peut agir. Cependant, il n'en fut rien. Nous n'avons malheureusement pu consacrer que peu de temps aux devoirs du Parti, nous avons négligé les grands problèmes du mouvement, car nous étions condamnés à tourner dans un cercle vicieux. Nous avons discuté pendant des heures et des heures pour expliquer au camarade Sturc que Smeral ne voulait pas devenir ministre.

Nous eûmes ensuite une réunion à laquelle prirent part les délégués de l'Internationale. On établit que l'opposition n'avait rien apporté qui pût accuser des différences théoriques. Camarades, je ne veux pas m'étendre longtemps sur ce sujet. Je ne ferai que l'esquisser. A la veille de cette réunion, un camarade de l'opposition publia un article dans le journal *Communist*. Dans cet article de 200 lignes, 180 étaient empruntées au livre de Trotski : *La Nouvelle étape*. C'est là que l'opposition allait chercher ses principes.

L'opposition a continué sa lutte. Il n'y avait pas d'autre solution que de convoquer une Conférence nationale. Tous les camarades en avaient assez.

Cela ne pouvait plus durer. Nous avons discuté les résolutions à prendre pour la grève des mineurs et des métallurgistes dans le voyage de Reichenberg à Prague, car pendant les réunions nous n'avions pas le temps de le faire. La camarade Sapotocky et d'autres camarades déclaraient : « Cela ne peut pas continuer, réunissons un Congrès national, et si nous ne pouvons liquider cette opposition, nous ne pourrons plus travailler avec elle ». Le Congrès National s'est réuni. Deux délégués de l'Internationale assistaient à ce congrès. On nous apporta enfin des principes. Je ne peux m'empêcher de vous donner connaissance de quelques principes de ce programme. L'opposition étudie la thèse économique et l'attitude du Parti Communiste. Je vous donne lecture du chapitre où on parle du but de l'action :

« L'ouvrier est exploité de deux façons : d'un côté par le patron, de l'autre par le commerçant. Le renchérissement de la vie lui est plus dur que l'exploitation des capitalistes.

« Les ennemis de classe les plus acharnés de l'ouvrier se trouvent parmi les grands et les petits commerçants. Les hommes d'affaires sont les défenseurs les plus enthousiastes du système capitaliste... »

« Les armes principales de la classe ouvrière sont :

« 1° Le boycottage des produits capitalistes ;
« 2° Le développement et la concentration de toutes les coopératives de production et de consommation. »

Le camarade Vajthauer s'exprime ainsi sur l'application du boycottage :

« Boycottage. La situation actuelle est des plus favorables à l'emploi du boycottage. La bourgeoisie n'hésite pas à se servir de l'interdépendance qui existe entre elle et la classe ouvrière. La classe ouvrière ne doit pas hésiter à l'utiliser aussi. La bourgeoisie jette sur le pavé des milliers d'ouvriers pour abaisser les salaires. Mais la classe ouvrière peut anéantir, par son boycottage, une firme quelconque qui hausse ses prix ou qui maltraite ses ouvriers. La classe ouvrière, en n'utilisant pas ces armes, accélère la concentration capitaliste. On doit mettre à l'index toutes les maisons qui maintiennent les prix élevés et, en deuxième lieu, celles qui maltraitent leurs ouvriers. Il est vrai que, par cette compression des prix, beaucoup de petites entreprises se trouveront injustement gênées, parce qu'elles ne pourront pas acheter les matières premières à bon marché. Cela ne doit pas nous faire reculer. La crainte de la faillite forcera les petites entreprises à se réunir en associations de production qui pourront satisfaire la classe ouvrière en achetant leurs produits en gros et à bon marché. »

Nous avons épuisé le programme de l'opposition que le Comité Exécutif considérait comme une opposition de gauche jusqu'à la Conférence nationale.

Camarades, je crois que nous nous sommes assez étendus sur ce jeu lamentable. Je ne puis m'empêcher de vous dire maintenant l'idée que se fait l'opposition du problème du gouvernement ouvrier, car vous savez que, d'après l'opposition, le Comité Exécutif s'est trompé en disant que nous avons accompli notre devoir ; ce serait le contraire qui serait juste, c'est-à-dire : nous avons manqué à nos devoirs.

Qu'on nous dise d'abord en quoi nous avons manqué à nos devoirs et deuxièmement comment l'opposition comprend le problème du gouvernement ouvrier. Camarades, jusqu'ici on n'a pas répondu à la première question. Par contre l'oppo-

sition nous a dit comment elle comprenait le gouvernement ouvrier. Je ne peux pas m'empêcher de vous l'indiquer :

« Les tâches du gouvernement ouvrier sont les suivantes :

1° Création d'une période culminante, concentrant la production et la répartition au profit du capitalisme collectif. » (*Mouvements divers.*)

Camarades, je n'ai jamais compris cette page et je crois que jamais je ne pourrai la comprendre.

2° Système de milice destiné à remplacer le militarisme ;

3° Création d'un organisme de liaison avec la Russie des soviets.

Le problème du gouvernement ouvrier doit être résolu par le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie en même temps que par les autres sections de l'Internationale Communiste dans tous les pays capitalistes démocratiques. Nous refusons absolument de discuter du caractère du gouvernement ouvrier, car on ne peut en parler que d'une façon abstraite. Pour parler, il faut une matière concrète. »

Je crois que j'ai excédé mon temps de parole. Je me dépêche de finir. Nous n'avons eu connaissance de ces principes qu'à la conférence nationale. Les délégués de la 3^e Internationale déclaraient alors : Vous, les représentants de l'opposition, vous devez vous rendre compte que vous n'avez aucune base pour agir politiquement contre la majorité du Parti. Avant la Conférence nationale, nous avons pu prendre une influence inattendue sur les masses qui suivent encore les nationalistes tchèques, par la façon dont nous avons propagé les principes du gouvernement ouvrier et du front unique. Je dis : « Les nationalistes tchèques », car le camarade Ruth Fischer (Berlin) par exemple a confondu les nationalistes tchèques avec les nationalistes allemands. Il y a de grandes masses derrière les nationalistes tchèques et nous avions acquis une influence telle sur ces grandes masses que leur chef se voyait forcé de venir nous trouver, de causer avec nous et de nous inviter à participer à une conférence pour exercer ensemble, comme le disait le camarade Wejthauer, une influence sur le gouvernement. Mais Wejthauer ne sait pas ce que nous avons répondu aux socialistes nationaux. Nous leur avons dit : Front unique ? Oui, mais avec qui ? Avec vous ? Nous n'avons pas besoin du front unique avec vous. Nous ne voulons pas faire le front unique avec vous. Nous voulons le front unique avec les ouvriers qui se trouvent derrière vous. Voulez-vous de meilleurs salaires pour les ouvriers ? Voulez-vous combattre la bourgeoisie ? Très bien, nous sommes prêts à lutter avec vous. La seule condition est que nos principes soient admis. Le camarade Wejthauer formula alors les principes qu'il vous a exposés aujourd'hui. Dans cette situation critique, l'opposition nous dit : Si la centrale ne remplit pas nos conditions, si elle ne nous donne pas un journal, nous enverrons aussitôt un tract aux organisations et nous leur découvrirons le crime dont la centrale s'est rendue coupable. Cela se passait huit heures avant la conférence nationale. Nous ne pouvions plus y remédier. Le tract a été envoyé aux organisations.

Ce tract renferme des accusations qui, si elles étaient fondées, ne nous permettraient pas de siéger ici aujourd'hui. Notre place ne serait plus dans la 3^e Internationale. Mais ce sont les accusations les plus calomnieuses qu'on puisse formuler. Nous nous sommes présentés à la conférence nationale et nous avons dit : Montrez donc maintenant ce

qu'il y a de vrai dans ces accusations. Les camarades ne purent dire autre chose que leur méfiance envers le camarade Smeral. La conférence nationale décida d'exclure l'opposition. Cette exclusion a été décidée par la majorité écrasante du Parti Communiste tchéco-slovaque, après huit ou dix mois de guerillas avec une opposition qui ne s'est jamais décidée à collaborer avec nous, qui n'a jamais voulu montrer qu'elle pouvait faire mieux que nous. Après avoir négligé pendant dix mois les problèmes les plus importants, nous avons dû nous décider, pour sauver le Parti, à faire jouer la discipline et à demander à l'opposition si elle voulait condamner son tract. L'opposition répondit : Non. Et quand les délégués de la 3^e Internationale l'en supplièrent, l'opposition refusa encore une fois.

Pour en finir : Sachez que tout ce qu'on répand pour montrer aux camarades mal informés qu'il existe une partie importante de membres du Parti Communiste qui suivent cette opposition, est faux. Nous le démontrerons à la commission. Il n'y a qu'une section, d'ailleurs pas toute entière, qui se soit rangée derrière l'opposition. C'est la section de Brosnütz, une seule section sur 24. La décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a ébranlé l'autorité de la centrale. Nous n'en avons pas seulement pris connaissance, nous l'avons publiée et nous l'avons suivie. Nous l'avons suivie, camarades, parce que nous sommes persuadés que la majorité de ce Congrès prendra des décisions qui nous permettront de travailler et de combattre en Tchéco-Slovaquie. Nous sommes persuadés que ce Congrès, dans sa majorité, prendra des décisions ne permettant pas de faire prévaloir des principes qui n'ont pas de raison d'être dans une organisation prolétarienne, mais dans une association de vétérans.

Nous ne nous laisserons plus surprendre par cette sorte d'opposition. Nous ne tolérerons plus qu'on brise les principes aussi légèrement et qu'on empêche un Parti qui a une grande mission à remplir d'exécuter ses travaux, qu'on l'empêche de faire son devoir. (*Applaudissements.*)

KOLAROV. — Avant de procéder à la traduction du discours du camarade Neurath, je dois faire quelques communications au Congrès.

La délégation belge demande à être admise à participer à la Commission Coloniale et elle a désigné à cet effet le camarade Overstraeten. Il n'y a pas d'opposition ? *Adopté.*

La délégation de l'Amérique du Sud demande également à être représentée à la commission française par le camarade Penelon, de l'Argentine, à la commission espagnole par le camarade Pintos, et à la commission américaine par le camarade Stirne, du Mexique. Il n'y a point d'opposition ? *Adopté.*

Le Presidium propose comme membre de la commission française le camarade Racovski. — Il n'y a pas d'opposition ? *Adopté.*

Ce soir, se réuniront les commissions suivantes : la commission française, à 6 heures, dans cette même salle.

La commission tchéco-slovaque, à 5 h. 30, dans une salle du Kremlin.

La commission coloniale, à 9 h. 30, au Grand Paris.

La prochaine séance du Congrès aura lieu demain à 11 heures précises du matin.

La séance est levée à 16 h. 30.

La Lutte des Classes au Japon

(Suite)

Le mouvement ouvrier

Les manifestations du 1^{er} mai dernier sont un indice excellent du progrès du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Pour la première fois, on a vu apparaître sur les drapeaux des manifestants les mots : « dictature du prolétariat », « reconnaissance de la Russie Soviétique », à côté des revendications économiques de la journée de 8 heures, du salaire minimum et de cet avertissement menaçant au capital : « Nous améliorerons notre sort par nos propres forces, sans attendre les bienfaits gouvernementaux ».

Pour la première fois prirent part aux manifestations, à Tokio, Osaka, Kobé et autres villes, des dizaines de milliers d'ouvriers organisés. Il y a deux ans encore, les ouvriers japonais fêtaient le 1^{er} mai un ou deux jours plus tard que les autres, en profitant du premier dimanche. Cette année, le 1^{er} mai a eu sa fête propre, et même les ouvriers des entreprises gouvernementales y ont pris part.

Un grand nombre d'ouvrières ont été remarquées dans les manifestations. Le travail féminin est largement employé au Japon. Ainsi, dans la branche textile, une des plus développées pendant la guerre, les femmes constituent la majorité des salariés. Dernièrement encore, l'industrie textile donnait un faible pourcentage de travailleurs organisés : environ 70.000 sur plus de 700.000.

Le 1^{er} mai dernier a fait descendre dans les rues de tous les centres industriels de véritables masses ouvrières. Si on considère que cela se passe dans un pays de militarisme féodal où toutes les réunions sont interdites, où quelques dizaines de socialistes ont peine à se rassembler, où toutes précautions étaient prises par la police longtemps avant le 1^{er} mai, on doit voir, dans ces démonstrations de dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières, un symptôme extrêmement significatif de la fermentation et de l'exaspération des antagonismes de classes au Japon.

Le mouvement gréviste, avec les méthodes employées par les ouvriers japonais, n'est pas moins caractéristique pour la période de crise financière et économique inaugurée en 1921, et qui dure encore.

Il suffira d'indiquer les deux phases successives suivantes : d'abord, un mouvement de conciliation, tendant à constituer une association du capital et du travail ; puis l'action directe et des grèves générales avec revendications politiques, aboutissant au dernier mouvement, embrassant environ 300.000 ouvriers organisés et un grand nombre d'autres, et réclamant la formation d'une Fédération syndicale, pour exprimer la volonté commune du prolétariat japonais dans sa lutte économique contre le capital.

Chacune de ces phases peut être illustrée de traits fort intéressants sur la vie du jeune mouvement ouvrier japonais.

Nous ne remonterons pas jusqu'à la dernière décade du siècle dernier, alors que, grâce à l'essor capitaliste consécutif à la guerre sino-japonaise, de petites organisations ouvrières couvrirent de

leurs réseaux tous les centres industriels. Nous ne décrirons pas non plus la naissance du mouvement socialiste, avec l'Association Socialiste de 1900 et le Parti Socialiste de 1906. L'Association Socialiste se signala par sa propagande ouvrière et antimilitariste dans les années 1903 et 1905, avant la guerre russo-japonaise. Le Parti Socialiste continua l'œuvre de l'Association, surtout parmi les ouvriers et en attirant leur attention sur tous les événements sociaux et politiques de quelque importance. On sait que ce mouvement fut tué par le militarisme en 1911, lorsque 24 militants furent condamnés à la peine de mort, dont 12 furent exécutés. Des socialistes isolés continuèrent le travail, mais en se bornant presque exclusivement au mouvement gréviste et professionnel.

Les phases indiquées plus haut concernent la période commençant en 1914.

Après 1914, quand les résultats du développement de l'industrie de guerre et du courtage commercial exercé par le Japon commençaient à se manifester pour les ouvriers par une élévation des salaires et par une demande permanente de travail, surgit parmi eux l'idée de la collaboration des classes. En même temps se fait jour dans la bourgeoisie une tendance à prendre sous sa protection le mouvement ouvrier pour l'apprivoiser. Une société d'« Harmonie du Travail et du Capital » s'organisa précisément pendant cette période d'essor du commerce et de l'industrie. Mais cette période fut de brève durée. Le gouvernement, en encourageant les exportations de toutes sortes, y compris de produits agricoles, et même de riz, denrée de toute première nécessité, suscita une spéculation effrénée et des hausses de prix invraisemblables qui aggravèrent considérablement le sort des ouvriers. De là les « désordres du riz » en 1918. Ce fut un mouvement spontané et général, suivi de mouvements semblables dans nombre de villes au cours des années suivantes.

De 1918 à 1920, le mouvement ouvrier ne fait que progresser, embrassant les éléments demeurés autrefois à l'écart et les entraînant avec lui dans la lutte économique. Nous voyons se former de nouvelles organisations ouvrières. L'influence principale est exercée sur le mouvement ouvrier par la Fédération du Travail (*Iou-ai-kai*), constituée en 1912 et comptant maintenant environ 200.000 ouvriers, principalement des Métiers, du Textile, du Sous-Sol, du Livre, avec une petite Fédération des Marins. Le groupement le plus radical du *Iou-ai-kai* était le *Ra-do-cha*, comprenant surtout des syndicats de mineurs et d'ouvriers des constructions mécaniques. Jusqu'en 1918, la Fédération du *Iou-ai-kai* subit fortement l'influence de l'« Harmonie du Travail et du Capital », mais après les désordres du riz, lorsque l'esprit révolutionnaire, sous l'influence de la Révolution russe, prit un rapide développement, l'aile gauche se renforça et la lutte de classes conquiert une place de plus en plus importante dans cette organisation.

Dans cette même période, les ouvriers japonais appliquent pour la première fois la méthode du

sabotage. Le 18 septembre 1919, 20.000 ouvriers d'une usine, en réponse au refus des patrons de satisfaire leurs exigences, décident à l'unanimité de commencer le sabotage dès le lendemain. « Ils commencèrent par réduire la force motrice de 800 à 400 HP, quantité insuffisante pour mettre en marche toutes les machines. Chaque matin, les ouvriers venaient à l'heure normale, mais aucun ne travaillait. Cela dura dix jours. » Tel est le récit du camarade Katayama dans un de ses rapports au Congrès des peuples d'Extrême-Orient. On connaît cependant d'autres formes de sabotage, consistant, au contraire, dans un zèle excessif : par exemple, les conducteurs de tramways brûlaient 3 ou 4 stations.

Ces méthodes de lutte ne pouvaient pourtant pas donner aux ouvriers le résultat attendu, et la crise financière de 1920 entraîna un chômage général. Dès l'été, commencèrent à se généraliser les renvois d'ouvriers. De nombreuses entreprises, après réduction de leur personnel, recommençaient à fonctionner, mais avec des journées de 12 et de 14 heures, là où, auparavant, avait été conquise la journée de 8 heures.

Le prix de la vie continuait à monter. En 1920, en comparaison de la période d'avant-guerre, le prix du riz augmente de 360 %, celui du sucre d'environ 500 0/0, celui du thé de 150 0/0, les tissus de 400 %. Les grèves se multiplient. D'après les données officielles du Ministère de l'Intérieur, on compte, en 1920, 185 grèves avec 170.000 participants. Les principales revendications sont le relèvement des salaires et la journée de 8 heures, mais aussi la reconnaissance des syndicats.

A cette période correspond l'entrée des ouvriers dans la lutte politique. Le *Iou-ai-kai* ajoute maintenant à son programme le suffrage universel. En effet, dans la campagne électorale qui prépara la 43^e session parlementaire, lorsque le duel entre les agrariens et la bourgeoisie prit sa forme aiguë, les ouvriers soutenaient les revendications de la partie progressiste de la bourgeoisie, c'est-à-dire la démocratisation et la politique de paix. Mais la timidité et les demi-mesures des Partis bourgeois en écartent le nouveau mouvement ouvrier, et les aspirations révolutionnaires jettent le prolétariat japonais dans un autre extrême : la négation absolue de toute lutte politique. Le prolétariat, par contre, réclame l'action directe.

Tandis que les ouvriers se détournent de la politique, la bourgeoisie est obligée, par la crise économique et financière toujours plus aiguë, de leur enlever le peu de concessions qu'elle leur avait fait au moment où la guerre avait rempli ses poches de bénéfices illégitimes. En réponse, une vague nouvelle de grève se lève en 1921, avec des revendications tendant de plus en plus à la lutte de classes. Les fameuses grèves de Kôbé en automne 1921 peuvent être considérées comme les plus caractéristiques de la mentalité ouvrière de cette époque. Les principales revendications sont : 1^o reconnaissance des syndicats ; 2^o reconnaissance des comités d'usines ; 3^o journée de huit heures ; 4^o relèvement des salaires ; 5^o assistance sociale. Les syndicalistes jouèrent dans ces grèves un rôle considérable. Mais celui des opportunistes, comme Kagava, ne fut pas moindre. Si les ouvriers n'obtinrent pas la moitié de ce qu'ils auraient pu obtenir avec une véritable organisation révolutionnaire de classe, la cause en est aux chefs opportunistes. Le début de cette année a été marqué par une suite de grèves et de manifestations antigouvernementales.

Entre toutes ces grèves, se font remarquer par leurs dimensions et leur importance celles qui ont éclaté dans les entreprises du Gouvernement. La réduction des armements maritimes prévue par le traité de Washington devait entraîner le renvoi des arsenaux et des chantiers navals d'un grand nombre d'ouvriers. En prévision de cette éventualité, ces derniers commencèrent à s'organiser pour leur défense. Depuis cette époque — février 1922 — les ouvriers privilégiés des arsenaux et des chantiers de l'Etat ont senti la nécessité de grouper leurs forces.

Prévoyant le licenciement prochain, ils organisent, en mars 1922, une série de manifestations réclamant la distribution aux ouvriers renvoyés des sommes libérées par la réduction des armements et menaçant, en cas de refus, d'entreprendre « une action décisive contre le Gouvernement ». Le licenciement eut lieu, cependant. D'après le *Times*, 33.000 ouvriers ont été renvoyés en avril, à Kourra. Le Ministère de la Guerre et de la Marine préparait le renvoi de 13.000 autres, et les usines Iavato et Hokaido renvoyaient 30.000 ouvriers. Au même moment, le Gouvernement licencierait, comme par hasard, les membres du Comité Central de l'organisation des ouvriers de l'arsenal d'Osaka, ce qui suscita immédiatement une grève. Le Gouvernement envoya l'armée et déclara l'usine en état de siège. A la même date, dans les chantiers maritimes de Yokohama, éclata une grève pendant laquelle eurent lieu plusieurs rencontres avec la police. Tous ces faits et d'autres encore contribuèrent puissamment à faire comprendre aux ouvriers japonais la nécessité de rassembler et d'organiser leurs forces pour opposer au Gouvernement et au Capital l'armée compacte de la classe ouvrière.

En effet, vers la même époque, nous rencontrons une forte tendance à la Fédération. Plusieurs petits syndicats (d'après la statistique officielle, il y a au Japon, 800 syndicats comptant 260.000 membres) se groupent en une Fédération commune. A Osaka, en mars 1922, s'est formée la Fédération des Transports, réunissant plusieurs groupements locaux. En avril, s'est constituée à Kanto, nord-est du Japon, une grande Fédération de 10.000 métallurgistes. A la fin d'avril, 19 syndicats d'Osaka ont formé une fédération qui a adhéré au *Rodo-Koumei-Domykai*, aile gauche du *Iou-ai-kai*. Cette fédération comprend des syndicats de mécaniciens, de teinturiers, d'imprimeurs, d'ouvriers du bois et des arsenaux.

Mais la tendance à l'union et à la centralisation a trouvé sa principale expression dans la Fédération Générale du Travail au Japon, formée en mai 1922 et groupant environ 300.000 membres.

Un premier essai de Fédération Générale avait été fait il y a deux ans, mais, en 1921, le *Iou-ai-kai* était sorti de cette fédération par suite de l'orientation trop radicale que lui imprimaient certains syndicats plus influents que lui.

Dans la même année, le *Iou-ai-kai* a été forcé, sous la pression de plus en plus révolutionnaire de ses membres, d'entrer en compromis avec l'aile gauche qu'il avait fuie auparavant. En même temps, les anciens leaders perdent leur influence sur le mouvement ouvrier, les réformistes Sousoki et Kagava, qui se cantonnent de plus en plus dans le mouvement fermier, jouant aujourd'hui un rôle considérable.

Il faut noter que la plupart des organisations ouvrières condamnent la lutte parlementaire et, en général, la lutte politique constitutionnelle. Les syndicalistes ont joui, jusqu'à ces derniers temps,

d'une grande influence sur les ouvriers les plus révolutionnaires, et cela précisément par suite de leur négation de la lutte politique.

La chose s'explique par les facteurs suivants : l'immovibilité de la coterie bureaucratique au pouvoir, protégeant les principes féodaux et refusant aux masses laborieuses les droits politiques les plus élémentaires ; la timidité de la bourgeoisie dans ses revendications démocratiques et ses trahisons envers les travailleurs ; enfin, la vénalité des parlementaires et la vanité de leur bavardage. Toutes ces raisons éloignent les ouvriers de la lutte politique. Il faut ajouter encore les leaders opportunistes des syndicats, qui craignent en encourageant les ouvriers à participer à la politique, d'attirer sur eux la défaveur des dirigeants.

Malgré tout, les masses ouvrières ne perdent pas une occasion d'exprimer leur opinion sur le régime existant. Aujourd'hui, avec l'exaspération du duel entre la bourgeoisie et les agrariens, ces masses commencent à comprendre davantage la nécessité d'entrer dans l'arène politique pour conquérir les droits élémentaires qui leur permettent d'utiliser dans leurs intérêts la division de leurs adversaires.

Le jeune Parti Communiste japonais aura beaucoup à faire pour entraîner les masses dans la campagne politique pour la démocratisation et pour la conquête des droits politiques qui favorisèrent le groupement des forces ouvrières et la préparation des combats décisifs contre la bourgeoisie.

Le jour de la rupture définitive et de la lutte déclarée entre les agrariens, la bureaucratie et les militaristes d'une part, la bourgeoisie commerciale et industrielle d'autre part, approche rapidement.

La différenciation a commencé dans le Parti du *Seiou-kai* : les éléments purement bourgeois se séparent des éléments féodaux agrariens. Une opposition intérieure, formée d'intellectuels et d'officiers, se fait l'interprète des tendances nouvelles. On en peut juger par les journaux *Iorodzou* et *Kokoumin*, qui ont toujours été les organes du militarisme, et qui, dans ces derniers temps, traitent les questions de politique intérieure et extérieure exactement dans le même esprit que les organes des partis d'opposition *Kensekai* et *Kokoumintô*. Non seulement ils se prononcent pour l'évacuation de l'Extrême-Orient russe, mais ils réclament la non-intervention en Chine. Ils sont aussi hostiles au nouveau cabinet de l'amiral Kato, qui a succédé au cabinet Takahachi, que les partis d'opposition, et ils réclament le pouvoir pour ces derniers.

La constitution même du cabinet Kato, que le Parti *Seiou-kai* n'ose plus contrôler ouvertement, témoigne que dans la lutte entre la bourgeoisie et les agrariens, l'initiative est passée à la bourgeoisie. Et si la bourgeoisie n'est pas satisfaite du nouveau cabinet, c'est signe qu'elle a l'intention de pousser son offensive.

Le mouvement fermier, dont le progrès est devenu particulièrement sensible cette année — dans le premier semestre, on a enregistré 1.600 conflits entre fermiers et propriétaires — est en somme un mouvement contre les agrariens et leur gouvernement et, par conséquent, renforce la bourgeoisie et gagne à ses idées une nouvelle couche sociale.

Dans ces derniers temps, le mouvement ouvrier prend des formes de plus en plus organisées et ne cesse de s'étendre en face de l'offensive capitaliste.

La tendance des organisations ouvrières à la centralisation et la formation, en mai dernier, de la Confédération Générale du Travail, malgré la résistance des chefs opportunistes du *Iou-ai-kai*, témoignent que les masses ouvrières ont compris la nécessité d'unir et d'organiser leurs forces.

L'entrée dans le jeune Parti Communiste d'ouvriers révolutionnaires sortis des groupes syndicalistes montre que l'avant-garde ouvrière sent le besoin de constituer un grand Parti politique.

Les éléments avancés des ouvriers révolutionnaires comprennent de mieux en mieux qu'il leur faut avoir un parti politique prolétarien groupant les masses ouvrières et de nature à gagner en même temps les sympathies des petits fermiers et des paysans sans terre et qu'alors seulement le prolétariat japonais pourra prendre la tête de la campagne actuelle contre l'absolutisme et les survivances féodales pour faire tourner à son profit la victoire sur l'ancien régime, sans en laisser la jouissance à la bourgeoisie ambitieuse du pouvoir.

VOYTINSKY.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la publication d'un article sur la Question d'Orient.

LIBRAIRIE DE "L'HUMANITÉ"

142, Rue Montmartre, PARIS

— Chèque Postal : 23.517 —

VIENT DE PARAÎTRE :

BABEUF & LA CONJURATION DES ÉGAUX

par Maurice DOMMANGET

LOUIS BLANC, VIDAL, PECQUEUR, CABET

par Paul Louis

Chaque vol. : 2 fr. — Franco : 2 fr. 25

Ces 2 volumes font partie de la collection :

HISTOIRE

DES

DOCTRINES SOCIALISTES

(LES IDÉES ET LES FAITS)

Cette collection qui comprendra au moins douze volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale, une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les douze volumes de la première série soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux douze volumes pour le prix réduit de

20 FRANCS LES 12 VOLUMES

Le Communisme et la Question coloniale

Le point de vue algérien

Rapport présenté au 2^e Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord, le 24 septembre 1922, et adopté à l'unanimité.

La question coloniale est caractérisée par son manque absolu et nécessaire d'unité.

En Egypte, en Tripolitaine, en Syrie, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Soudan, au Sénégal, à Madagascar, en Indo-Chine, aux Indes, aux Antilles, etc., la question se pose sous des conditions totalement différentes, parce qu'il y a des peuples opprimés qui sont dès maintenant accessibles à la souveraineté et d'autres qui ne le sont pas ; il y a des peuples en tutelle qui sont dès maintenant capables de se gouverner et d'autres qui ne le sont pas encore ; et si le devoir communiste commande de donner la liberté aux premiers, il commande plus impérieusement encore de ne pas abandonner les seconds à leur misérable sort, il commande fortement de leur servir de précepteurs humains et désintéressés.

Il ne saurait donc y avoir une *thèse unique* du Parti Communiste en matière coloniale.

Or, le seul texte précis fixant l'attitude du Parti Communiste vis-à-vis des colonies est celui de la 8^e condition d'adhésion à la 3^e Internationale, ainsi conçu :

« Dans la question des colonies et des nations opprimées, il est nécessaire qu'une attitude particulièrement marquée et claire soit prise par les Partis des pays dont la bourgeoisie est en possession des colonies et opprime d'autres nations.

« Tout Parti qui désire appartenir à la 3^e Internationale est tenu de démasquer les manigances de ses impérialistes dans les colonies, d'appuyer non seulement par des paroles, mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies, de cultiver dans le cœur des ouvriers de son pays des relations vraiment fraternelles avec les populations ouvrières des colonies et des nations opprimées et de mener dans les troupes de son pays une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Ce texte a le tort d'être trop général, de s'appliquer indistinctement à toutes les colonies et États opprimés, sans tenir compte de leurs conditions particulières et des moyens d'action du Parti dans chacune d'elles, et de ne pas marquer une progression dans l'accomplissement des diverses tâches qu'il prescrit.

Il nous apparaît, en effet, qu'il n'y a pas nécessairement synchronisme de ces actions et qu'elles dépendent essentiellement de l'état du milieu colonial, de la force d'organisation du Parti et de son influence tant sur les masses que sur la bourgeoisie dominante.

En ce qui concerne l'Algérie, s'il est immédiatement possible de « cultiver dans le cœur des ouvriers des relations vraiment fraternelles avec les populations ouvrières indigènes », s'il est immédiatement possible de « démasquer les manigances des impérialistes », s'il est presque possible actuellement de « mener dans les troupes une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux », il n'en est pas de même quant à « l'appui à donner aux mouvements libérateurs » et à l'exigence de l'expulsion des colonies des impérialistes nationaux.

Il faut adapter la tactique aux conditions de milieu, de développement social et intellectuel des individus et tenir compte, pour la propagande, de la psychologie des masses à atteindre.

La méconnaissance de ces nécessités peut causer de graves déboires et l'Algérie en a fait l'expérience.

L'action menée jusqu'ici par le Comité directeur et par la presse communiste ne nous paraît pas avoir été toujours opportune et dictée par une juste connaissance de tous les facteurs du problème ; aussi avons-nous le devoir impérieux de faire la critique de la politique suivie, d'en signaler les erreurs et les lacunes, étant bien placés pour cela.

Il nous appartient aussi de fournir au Parti les indications qui lui manquent sur la situation particulière de notre région et de lui suggérer les méthodes à employer afin d'éviter des tâtonnements et des fautes qui risquent d'avoir de graves conséquences.

La mentalité indigène algérienne

A) *Elite indigène.* — L'influence de l'instruction n'arrive pas à annihiler chez les musulmans cultivés un nationalisme héréditaire profondément enraciné.

C'est dans les assemblées délibérantes que l'on peut juger les hommes ainsi formés. Une étude un peu attentive de leur action politique révèle vite des esprits imprécis, sans énergie, constamment ballottés entre leur impulsion nationaliste et la crainte des représailles de l'Administration.

Ils sont donc obligés de masquer ce nationalisme par des protestations de loyalisme et de patriotisme français exagérées.

Ils en arrivent même, pour bénéficier d'avantages personnels (charges rémunérées et honneurs), à arrêter les aspirations légitimes de leurs coreligionnaires prolétaires.

C'est dans cet état d'esprit que l'élite intellectuelle attend beaucoup de l'arabophilie parisienne du Parti, tout en considérant les militants communistes de l'Algérie comme très compromettants.

Conclusion. — La bourgeoisie arabe, par ses origines, par l'instruction systématique qu'elle reçoit, par ses mœurs, par ses intérêts de classe dirigeante, ne peut être pour nous une alliée.

Le nationalisme indigène en Algérie se présente à nous sous les mêmes aspects que les autres nationalismes.

B). — *La masse.* — *Son ignorance.* — En premier lieu, ce qui caractérise la masse indigène, c'est son ignorance. C'est, avant tout, le principal obstacle à son émancipation.

Cette ignorance est systématiquement entretenue d'abord par les chefs indigènes : administratifs et religieux, qui appuient leur prestige et leur influence sur cette absence d'instruction de la masse ; ensuite, et surtout, par le Gouvernement, qui, selon la méthode bourgeoise, permet à l'élite qui le servira de se développer, alors qu'il maintient volontairement les travailleurs dans une ignorance qui sert les intérêts capitalistes.

Fatalisme et fanatisme

Le fatalisme et le fanatisme religieux, très développés dans le prolétariat musulman, s'expliquent en grande partie (tendances héréditaires mises à part) par l'emprise des marabouts et des confréries religieuses sur une masse totalement ignorante et éprise de merveilleux.

Le fatalisme, qui a pour conséquence la suppression de tout effort individuel et le fanatisme religieux, qui s'oppose à l'assimilation de la race, dressent une formidable barrière à la propagande parmi les indigènes.

Féminisme

L'idée d'égalité pour la femme et son affranchissement, qui sont une des bases essentielles du communisme, ne sont même pas admises en principe par les indigènes instruits et encore moins par la classe prolétarienne, pour qui la femme est une esclave souvent de moindre valeur qu'un animal quelconque.

La femme arabe elle-même se refuse à comprendre l'humiliation de son état. Même parmi les très rares femmes indigènes instruites, il n'y a jamais eu de tentative de créer un mouvement émancipateur comme en Turquie, en Egypte, voire même en Tunisie.

Dans les assemblées délibérantes, les élus indigènes sont des adversaires acharnés de l'instruction pour les filles. Au Conseil général d'Oran, en 1920 ; au Conseil municipal de Tlemcen, en 1921, ils se sont opposés à la création d'écoles primaires de filles indigènes.

Conditions sociales des indigènes

Législation d'exception

Il n'est pas utile de développer ici cette question, qui a été l'objet de débats parlementaires importants et qui a été portée devant l'opinion en 1913 par la Ligue des Droits de l'Homme.

Il est un fait reconnu : c'est que cette législation institue le pouvoir absolu des administrateurs de commune mixte sur cinq millions d'indigènes. Ce régime d'exception, fortement établi, maintient la masse prolétarienne dans des limites si étroites qu'il lui est impossible de tenter aucun acte d'indépendance.

Conscription

Au point de vue théorique, nous devrions nous élever contre cette mesure, qui oblige le vaincu dépossédé à défendre militairement son oppresseur.

Mais, au point de vue militaire, la conscription a pour résultats :

- 1° De mécontenter très fortement l'indigène recruté et sa famille ;
- 2° De le rendre hostile au gouvernement qui lui impose la discipline de la caserne ;
- 3° D'ouvrir son esprit à l'observation par ses voyages et son séjour dans les villes.

En définitive, en l'état actuel des choses, on est arrivé à ce paradoxe que c'est le service militaire qui est le meilleur agent de l'éveil de l'esprit critique dans la masse indigène.

Cependant, dans le but d'empêcher le gouvernement bourgeois de recruter dans ses colonies une armée prétorienne destinée à étouffer dans le sang tout mouvement libérateur des métropoles, le Parti Communiste a le devoir de combattre la conscription indigène ; il montrera par là à ces

derniers qu'il a le souci de leurs revendications les plus chères et s'attirera ainsi leurs sympathies.

Syndicalisme

L'Algérie n'est développée qu'au point de vue agricole et les noyaux communistes n'existent encore que dans les villes principales.

Il en résulte que les syndicats indigènes sont à peu près inexistantes. Il n'y a aucun syndicat agricole, alors que la main-d'œuvre est presque totalement indigène dans l'agriculture.

C'est là un des points les plus importants de la question. En effet, comment atteindre tous ces travailleurs dispersés sur des propriétés s'étendant souvent sur des milliers d'hectares, alors que les Européens des centres de l'intérieur ignorent encore tout non seulement des plus élémentaires théories socialistes, mais encore du syndicalisme le plus bénin.

Dans les principaux ports d'Algérie seulement, il existe un syndicat indigène de travailleurs : celui des dockers. Ces syndicalistes, que l'on a pu voir souvent à l'œuvre, à l'occasion des nombreuses grèves des dockers, possèdent de réelles qualités : discipline très développée, grande résistance physique aux privations, qui permet aux grévistes indigènes de « tenir » avec des moyens pécuniaires très restreints. Ce syndicat est le seul d'ailleurs où il est possible d'atteindre les travailleurs indigènes.

L'influence que possède une très faible minorité d'Européens sur la majorité indigène au sein de ce syndicat prouve l'importance du syndicalisme mixte (Européens et indigènes).

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS INDIVIDUELS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

ABONNEMENTS COLLECTIFS

Fédérations et Sections

3 mois	3 »
6 mois	6 »
12 mois	12 »

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris (2°).



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2°)
Georges Dangon, imprimeur.